

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



COMPTE GENERAL ADMINISTRATIF DE L'ETAT

ANNEXE A LA LOI DE REGLEMENT 2022

TABLE DES MATIERES

PARTIE I : CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET 2022	3
CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	3
A. <i>La conjoncture dans les principaux pays avancés</i>	3
B. <i>La conjoncture dans les pays émergents et en développement</i>	4
C. <i>La conjoncture dans les pays de la CEMAC</i>	5
D. <i>L'évolution des cours des produits de base</i>	6
CHAPITRE II : CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT	9
A. <i>Le contexte économique national</i>	9
B. <i>La Politique du Gouvernement</i>	20
PARTIE II : PRESENTATION GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 2022	31
CHAPITRE I : EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT EN RECETTES ET EN DEPENSES.....	32
A. <i>Les recettes du budget de l'Etat</i>	32
B. <i>Exécution des dépenses du budget de l'Etat</i>	33
CHAPITRE II : EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION.....	40
A. <i>L'exécution du budget par mission</i>	40
B. <i>L'exécution de la mission « Pouvoirs publics »</i>	43
SYNTHESE GENERALE	44
ANNEXES.....	45
<i>Annexe 1 : exécution du budget par mission / programme</i>	46
<i>Annexe 2 : exécution des dépenses par mission/titre</i>	52
<i>Annexe 3 : exécution des recettes</i>	58
<i>Glossaire</i>	59

Liste des tableaux

Tableau 1 : évolution du taux de croissance du PIB.....	9
Tableau 2 : évolution du PIB par secteur d'activité de 2020 à 2022.....	10
Tableau 3 : évolution du PIB par la demande entre 2020 et 2022.....	11
Tableau 4 : évolution des effectifs du secteur moderne en 2022.....	12
Tableau 5 : évolution des effectifs du secteur public en 2022.....	13
Tableau 6 : évolution des effectifs par département en 2022.....	13
Tableau 7 : évolution de l'emploi privé par secteur d'activités en 2022.....	14
Tableau 8 : évolution de la masse salariale du secteur moderne.....	14
Tableau 9 : évolution de la solde permanente par département (en milliards FCFA).....	15
Tableau 10 : évolution de la masse salariale des sociétés privées par secteur d'activités (en milliards FCFA).	16
Tableau 11 : évolution des prix à la consommation des ménages de 2021 à 2022.....	17
Tableau 12 : exécution du budget de l'Etat par titre.....	31
Tableau 13 : situation des encaissements des recettes (en millions de FCFA).....	32
Tableau 14 : exécution des dépenses de fonctionnement.....	34
Tableau 15 : exécution des dépenses de personnel.....	35
Tableau 16 : exécution des FINEX à fin décembre.....	36
Tableau 17 : exécution des ADP à fin décembre 2022.....	37
Tableau 18: exécution du budget par mission.....	40
Tableau 19 : exécution du budget par mission (hors titre 2).....	41
Tableau 20 : exécution de la mission « pouvoirs publics ».....	43

PARTIE I : CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET 2022

L'analyse de l'exécution du budget de l'année 2022 tient compte des exigences de l'environnement économique international d'une part, et du contexte national ayant influencé la politique budgétaire du Gouvernement, d'autre part.

CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La croissance mondiale enregistre une décélération en 2022, fortement influencée par la flambée des cours du pétrole, une inflation record, une résurgence de la pandémie de Covid-19 en Chine et les effets de la guerre en Ukraine. A cela s'ajoutent l'essoufflement de l'effet de rattrapage de la demande et le retrait progressif des mesures de soutien budgétaire et monétaire dans les différentes régions.

Parallèlement, les principales banques centrales ont opté pour une politique monétaire convergente. En effet, elles ont relevé progressivement leurs principaux taux directeurs en vue de juguler les pressions inflationnistes. Dans le même temps, quoiqu'en repli, le nombre de demandeurs d'emploi reste encore à des niveaux assez importants.

Ce ralentissement a été observé dans toutes les zones économiques (ZE) notamment le bloc des pays émergents et en développement, moteur de la croissance de l'activité mondiale.

Dans ce contexte, le Produit Intérieur Brut mondial s'est établi à 3,4% en 2022 contre 6,1% en 2021.

A. La conjoncture dans les principaux pays avancés

La croissance de l'économie des pays avancés a ralenti à 2,7% en 2022 contre 5,4% en 2021, suite à un alourdissement de la facture énergétique, une détérioration des finances publiques, une baisse des investissements, une forte inflation et une contraction de la consommation des ménages.

La croissance **américaine** a affiché un ralentissement pour se situer à +2,1% en 2022 contre 5,9% l'année précédente. Cette évolution est attribuable au relèvement des principaux taux directeurs et à la hausse généralisée des prix.

Après deux années consécutives de contraction, **l'archipel nippon** a enregistré une décélération à 1,1% contre 2,1% l'année précédente, sous l'effet de l'inflation, de la frilosité des entreprises et de la morosité de l'économie mondiale.

L'économie de la **zone euro** quant à elle, laisse percevoir un reflux de son PIB à 3,5% contre 5,4% l'année précédente. Dans son ensemble, elle a mieux résisté aux effets de la guerre en Ukraine, profitant de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement et du déconfinement progressif de l'économie chinoise face à la Covid.

Au sein de ce bloc économique, la croissance **française** a ralenti à 2,6% après une bonne performance (+6,8%) un an auparavant, en raison du recul de la consommation des ménages.

Le produit intérieur brut (PIB) de **l'Allemagne**, quant à lui, a affiché un taux de croissance de 1,8% en 2022 après 2,7% en 2021, suite à la crise énergétique découlant du conflit russo-ukrainien et aux dysfonctionnements des chaînes d'approvisionnement.

Parallèlement, le PIB de **l'Espagne** a connu un accroissement de 5,5% comme en 2021, en lien avec l'augmentation de la consommation des ménages et d'un apport significatif du secteur touristique.

Touchée par un niveau d'inflation record et la crise énergétique, l'expansion **italienne** s'est située à 3,7% contre 7,0% un an plus tôt.

Hors de la zone, la croissance du **Royaume-Uni** a ralenti à 4,0% contre 7,6% un an auparavant.

B. La conjoncture dans les pays émergents et en développement

Les pays émergents et en développement ont enregistré un ralentissement de l'activité économique avec une croissance de 4,0% en 2022 contre 6,9% en 2021.

Les pays émergents d'Europe de l'Est ont enregistré une croissance de 0,8% en 2022 contre 7,3% un an auparavant. Au sein de ce bloc, l'économie russe a été impactée non seulement par l'inflation, mais surtout par les sanctions économiques internationales. Ainsi, la production réelle a reculé de 2,1% contre une progression de 5,6% en 2021.

Les pays émergents d'Asie ont également affiché une baisse de l'activité. En effet, au sein de cet ensemble, la croissance de la Chine se situe à 3,0% contre 8,4% en 2021. Cette situation découle de la crise immobilière et du maintien des mesures sanitaires qui ont impacté négativement l'activité des entreprises et la consommation. De même, le PIB de l'Inde est passée de 9,1% en 2021 à 6,8% en 2022, essentiellement dû à la bonne tenue de la demande intérieure.

L'Amérique latine, a enregistré un ralentissement de son PIB réel (4,0% en 2022 contre 7,0% en 2021), influencé par la persistance des effets de la crise sanitaire sur les économies de la région, la hausse de l'inflation et l'enlisement de la guerre en Ukraine. Par pays, le Brésil et le Mexique ont réalisé une croissance de 2,9% et 3,1% en 2022, respectivement.

Bénéficiant de la demande extérieure en produits pétroliers, la croissance des économies du **Moyen-Orient** s'est située à 5,3%. En effet, les pays exportateurs de pétrole et de gaz ont profité de la hausse exceptionnelle des cours et de l'augmentation de la production du pétrole. Ainsi, sur la période, l'Arabie Saoudite a enregistré une expansion de 8,7%.

Les pressions inflationnistes, la faiblesse de la demande extérieure et la contraction des conditions financières mondiales ont freiné la progression de l'activité de **l'Afrique Subsaharienne** (+3,9% en 2022 contre +4,8% un an plus tôt). Les deux premières économies de cet ensemble, le Nigéria et l'Afrique du Sud, ont enregistré respectivement des PIB de 3,3% et 2,0%.

C. La conjoncture dans les pays de la CEMAC

En zone CEMAC, la croissance économique est passée de 1,7% en 2021 à 2,9% en 2022, portée principalement par un rebond de la croissance pétrolière, en dépit d'une légère décélération de la croissance non pétrolière. Ainsi, les taux de croissance du PIB, par pays, se présentent comme suit : Cameroun : 3,4% en 2022 après 3,6% en 2021 ; République Centrafricaine : 0,6% en 2022 contre 1,1% un an plus tôt ; Congo : 2,2% contre -1,5% en 2021 ; Guinée Équatoriale : 3,0% en 2022 après 0,9% en 2021 ; Tchad : 2,5% en 2022 contre -0,5% en 2021.

D. L'évolution des cours des produits de base

En 2022, le contexte est marqué par la hausse de la demande des matières premières. Ainsi, selon les données du FMI, l'indice des cours des produits de base a progressé de 33,5%, sous l'effet de l'explosion des prix de l'énergie (+63,6%).

Parallèlement, les cours des produits non énergétiques ont progressé de 7,4% sous l'effet du relèvement des prix des produits alimentaires (+14,1%) et des métaux de base, consécutivement à la forte demande de la zone euro et des Etats-Unis et à la baisse des stocks en Chine.

1. Le pétrole

En 2022, les cours du pétrole ont été bien orientés, dans un contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine. Ils ont été soutenus par la discipline des pays membres de l'Opep+, la faiblesse des stocks mondiaux, les tensions sur l'offre nées du recul des investissements dans l'exploration-production un peu partout dans le monde. En conséquence, les cours ont progressé de 39,8% en moyenne à 99 dollars américain (USD) contre 70,8 USD en 2021.

2. Le sucre

Les prix ont été soutenus par une offre restreinte face à une demande qui est restée robuste. En effet, les prix ont subi une pression à la hausse suite aux craintes d'une pénurie liée à des récoltes tardives en Thaïlande, en Australie et en Amérique centrale. En conséquence, le prix du sucre blanc s'est apprécié de 5,4% à 18,83 cents la livre à Londres.

3. Le cacao

Sur la campagne 2021-2022, le marché mondial du cacao a été bien approvisionné. En effet, selon l'organisation internationale du cacao (ICCO), la production de fèves a atteint 4,9 millions de tonnes. Dans le même temps, la demande mondiale s'est appréciée de 2%, atteignant 5,081 Mt en 2021/22 selon l'ICCO. De ce fait, les prix moyens de l'or brun ont gagné 3% pour s'établir à 2 567,1 USD/tonne.

4. Le café

En 2022, le marché du café a été volatile, occasionnée par une abondance de récolte au Brésil. Ainsi, après la bonne orientation des cours en 2021, du

fait des risques de perturbation de l'offre, la livre du café arabica a perdu 26% de sa valeur, pour se situer en moyenne à 124,5 cents.

La qualité robusta ne s'est pas mieux portée. Le prix de la tonne a reculé de 24% à Londres, s'établissant à 68,3 cents la livre, sur l'année.

5. L'huile de palme

Au terme de l'année 2022, les cours de l'huile de palme ont progressé de 10% à 1 177 dollars US la tonne métrique comparativement à la même période de l'année précédente. La hausse des cours provient de l'intensification de la demande internationale, notamment suite à la réouverture du marché chinois en raison d'un assouplissement des restrictions sanitaires.

6. Le caoutchouc naturel

Pour l'année 2022, les cours du caoutchouc naturel se sont dépréciés de 13,8% à 71,81 cents/lb en moyenne. Cette contraction du prix a été influencée par le repli de la demande, notamment en Chine et au Japon où l'industrie automobile a enregistré des résultats peu appréciables.

7. Le manganèse

Au cours de l'année 2022, le marché mondial du minerai de manganèse s'est caractérisé par un déficit de l'offre par rapport à la demande. Ainsi, les stocks aux ports chinois se sont établis à 6,1 millions de tonnes (Mt). La consommation annuelle du minerai de manganèse a baissé de 3% à 20,8 Mt en 2022 ; alors que la production mondiale n'a progressé que de 2% pour atteindre 21,1 Mt.

Parmi les marchés significatifs de la production d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, l'Inde a consolidé sa production de 6%, permettant ainsi aux prix de se maintenir à des niveaux supérieurs à ceux de 2021. Dans ces conditions, le prix moyen du minerai de manganèse CIF Chine 44% s'est apprécié de 13% à 5,97 USD/dmtu.

8. L'or

Au terme de l'exercice 2022, les cours moyens de l'or ont enregistré un relèvement de 5,8% à 1 904 dollars l'once comparativement à 2021. En qualité de valeur refuge, l'or a tiré profit des deux premiers mois de la guerre en Ukraine. Les cours de ce produit ont ensuite été chahutés par la remontée des taux d'intérêt, avant de se stabiliser sur le dernier trimestre.

9. Le fer

Le minerai de fer demeure le métal le plus utilisé aussi bien dans la construction que l'industrie manufacturière (ordinateurs portables, voitures,

meubles, tables, etc.). Au terme de l'année 2022, la demande qui lui est adressée a fortement reculé du fait des multiples confinements en Chine et du ralentissement observé aux Etats-Unis et en Europe au dernier trimestre. En conséquence, le prix moyen du minerai de fer a baissé de 23,7% à 1 207 dollars la tonne.

CHAPITRE II : CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

A. Le contexte économique national

En 2022, dans un contexte international marqué par de fortes contraintes, notamment le ralentissement de l'économie mondiale, la flambée des cours de pétrole et autres produits de base, les effets de la guerre en Ukraine, la résurgence des contaminations au Coronavirus en Chine et le niveau élevé de l'inflation, l'économie nationale a enregistré une croissance supérieure à celle de 2021. Cette bonne orientation de l'activité provient de la consolidation du niveau de croissance dans l'ensemble des secteurs. Elle a été favorisée par la levée des mesures restrictives et la poursuite de la mise en œuvre des projets du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT).

1. Le Produit Intérieur Brut (PIB)

L'activité économique s'est améliorée de 3,0% en 2022 contre 1,5% en 2021. Cette situation résulte du dynamisme du secteur hors pétrole (+3,0%) et de la reprise du secteur pétrolier (+3,3%).

Tableau 1: évolution du taux de croissance du PIB

(En %)	2020	2021	2022
PIB total	-1,8	1,5	3,0
<i>Pétrole</i>	-1,2	-6,7	3,3
<i>Hors-pétrole</i>	-1,9	2,5	3,0

Source : **DGEPF**

a. Le PIB par secteur d'activités (offre)

L'analyse du PIB par secteur d'activités en 2022 affiche une consolidation des activités dans les secteurs primaire (+6,3%) et tertiaire (+3,5%) et un ralentissement d'activités dans le secteur secondaire (+2,8% contre +8,2% en 2021).

Les performances du **secteur primaire** s'expliquent principalement par la progression de l'activité agricole (+8,9%), pétrolière (+3,3%), minière (+7,1%) et de l'exploitation forestière (+12,3%).

Dans le détail, la hausse de la valeur ajoutée *agricole* découle du raffermissement de l'agriculture de rente (+36,5%), avec l'accroissement de la production d'huile de palme (+37,7%) et de la relance de l'activité du caoutchouc (+11,5%). La performance enregistrée dans *l'exploitation forestière* (+12,3%) résulte de la mise en exploitation des nouvelles surfaces forestières et de la consolidation de la demande des industries locales. La bonne tenue des *mines* relève essentiellement des performances réalisées dans l'exploitation de manganèse (+7,1%), encouragée par la fermeté de la demande

internationale. La reprise de l'activité pétrolière (+3,3%) est consécutive à la levée des quotas OPEP, au bon rendement des champs matures et à la mise en production des champs marginaux.

L'évolution dans **le secteur secondaire** découle de la progression de la valeur ajoutée dans la totalité des branches. L'accroissement dans l'industrie du bois (+1,3%) est lié à la bonne tenue des unités de transformation dans les Zones d'Investissement Spécial (ZIS), ainsi qu'à la poursuite de la politique de transformation de bois.

Le relèvement de l'activité de transformation de manganèse (+17,6%) s'explique par la hausse de la production de silico manganèse et par la mise en production de l'oxyde de manganèse. Les BTP (+5,7%) performant suite à l'accélération des chantiers prioritaires, notamment les chantiers routiers (Transgabonaise, voiries urbaines, etc.) et les infrastructures d'énergie et d'adduction d'eau. La bonne tenue des autres industries (+4,2%) a bénéficié, en partie, du dynamisme des BTP et de l'amélioration des autres activités (hors industrie du bois) dans les Zones Economiques.

Dans **le secteur tertiaire**, l'activité a été portée par l'ensemble des branches. Le dynamisme observé dans les Transport & Communication (3,6%) est lié à la bonne tenue des secteurs mines et pétrole.

Par ailleurs, les branches commerce et services ont progressé respectivement de 3,1% et 3,2%, résultant de l'accroissement de la commande locale dans un contexte de levée des mesures restrictives.

Tableau 2 : évolution du PIB par secteur d'activité de 2020 à 2022

(En milliards de FCFA)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2020	2021	2022	21/20	22/21	2020	2021	2022	21/20	22/21
Produit intérieur brut	8 814,9	11 211,5	13 143,7	27,2%	17,2%	5 641,9	5 724,7	5 898,5	1,5%	3,0%
PIB marchand	7 514,7	9 900,4	11 817,1	31,7%	19,4%	4 613,9	4 690,3	4 859,8	1,7%	3,6%
Secteur primaire	2 212,1	3 253,2	4 718,9	47,1%	45,1%	1 244,2	1 273,7	1 354,1	2,4%	6,3%
Agriculture, Elevage, Pêche	459,6	517,1	570,9	12,5%	10,4%	374,9	408,7	444,9	9,0%	8,9%
Exploitation forestière	124,7	157,4	171,4	26,2%	8,9%	81,9	99,4	111,7	21,3%	12,3%
Pétrole brut	1 363,6	2 283,2	3 600,7	67,4%	57,7%	628,7	586,3	605,5	-6,7%	3,3%
Mines	264,2	295,5	375,7	11,8%	27,2%	158,6	178,9	192,1	13,0%	7,1%
Secteur secondaire	2 038,2	3 130,0	3 567,3	53,6%	14,0%	947,4	1 025,0	1 053,3	8,2%	2,8%
Industries agro-alimentaires, boissons	198,3	212,8	226,4	7,3%	6,4%	126,5	131,4	134,2	3,9%	2,1%
Industrie du bois	192,9	287,2	297,9	48,9%	3,7%	117,3	157,8	159,8	34,5%	1,3%
Autres industries yc minières	328,1	357,4	383,0	8,9%	7,1%	160,9	170,0	178,9	5,7%	5,2%
Raffinage	10,0	12,2	13,2	22,1%	8,1%	7,9	9,1	9,5	14,7%	4,4%
Electricité, Eau	115,4	117,9	123,3	2,1%	4,6%	55,5	55,9	56,4	0,9%	0,9%
BTP	298,2	367,7	404,6	23,3%	10,0%	150,7	178,0	188,1	18,1%	5,7%
Recherche, services pétroliers	895,3	1 774,9	2 119,0	98,2%	19,4%	328,7	322,7	326,3	-1,8%	1,1%

(En milliards de FCFA)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2020	2021	2022	21/20	22/21	2020	2021	2022	21/20	22/21
Secteur tertiaire yc SIFIM	2 657,5	3 022,6	3 030,4	13,7%	0,3%	1 903,6	1 937,9	2 004,8	1,8%	3,5%
Transports & Communications	1 134,2	1 252,7	1 318,7	10,4%	5,3%	802,0	837,0	867,3	4,4%	3,6%
Services	923,4	989,9	1 056,2	7,2%	6,7%	668,7	680,1	701,8	1,7%	3,2%
Commerce	498,5	515,4	553,1	3,4%	7,3%	261,1	256,6	264,6	-1,7%	3,1%
Services bancaires, assurances	285,9	306,1	317,0	7,1%	3,6%	267,4	275,4	283,0	3,0%	2,8%
DTI et TVA	607,0	494,6	500,6	-18,5%	1,2%	518,7	453,7	447,6	-12,5%	-1,3%
PIB non marchand	1 300,1	1 311,0	1 326,6	0,8%	1,2%	1 028,0	1 034,3	1 038,7	0,6%	0,4%

Source : **DGEPI**

b. Le PIB par la demande (emploi)

Suivant l'optique demande, en 2022, l'activité économique a été soutenue aussi bien par la demande intérieure (+4,5%) que par la demande extérieure (+8,1%).

La progression de la demande intérieure est liée à la poursuite des investissements (+8,3%) et à la reprise de la consommation totale (+0,8%). L'accroissement des investissements découle essentiellement du secteur privé (+8,9%) notamment pétrolier (+14,2%), malgré le frémissement observé dans la composante publique (+0,3%). Par ailleurs, la reprise de la consommation totale résulte de la consommation publique (+3,8%).

La hausse de la demande extérieure a été soutenue essentiellement par les exportations des biens (+7,4%) notamment des produits de la rente (+16,8%), des mines (+11,2%) et la reprise des ventes de pétrole (+2,1%).

Tableau 3 : évolution du PIB par la demande entre 2020 et 2022

(En milliards de FCFA)	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2020	2021	2022	21/20	22/21	2020	2021	2022	21/20	22/21
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 814,9	11 211,5	13 143,7	27,2%	17,2%	5 641,9	5 724,7	5 898,5	1,5%	3,0%
DEMANDE INTERIEURE	6 615,6	6 843,9	7 258,1	3,5%	6,1%	6 629,8	6 908,8	7 219,8	4,2%	4,5%
DEMANDE EXTERIEURE	6 175,7	8 086,6	10 250,6	30,9%	26,8%	6 911,7	6 990,7	7 554,8	1,1%	8,1%
CONSOMMATION TOTALE	4 861,5	4 961,6	5 212,1	2,1%	5,0%	3 508,4	3 500,9	3 529,6	-0,2%	0,8%
Ménages	3 700,5	3 687,3	3 834,2	-0,4%	4,0%	2 577,9	2 540,9	2 532,9	-1,4%	-0,3%
Administrations	1 161,0	1 274,2	1 377,9	9,8%	8,1%	930,5	959,9	996,8	3,2%	3,8%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 754,1	1 882,3	2 048,3	7,3%	8,7%	3 121,4	3 408,0	3 690,0	9,2%	8,3%
Privé	1 525,6	1 627,2	1 785,0	6,7%	9,7%	2 894,6	3 177,2	3 458,8	9,8%	8,9%
dont : Pétrole	379,1	464,7	563,9	22,6%	21,2%	1 662,2	1 929,6	2 230,3	16,1%	14,2%
Hors Pétrole	1 146,6	1 162,5	1 221,8	1,4%	5,1%	1 232,4	1 247,6	1 255,5	1,2%	0,6%
Administration	228,5	255,1	261,0	11,6%	2,3%	226,8	230,7	231,3	1,7%	0,3%

(En milliards de FCFA)	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2020	2021	2022	21/20	22/21	2020	2021	2022	21/20	22/21
EXPORTATIONS TOTALES	4 187,5	6 226,4	8 054,7	48,7%	29,4%	2 961,9	2 903,3	3 116,8	-2,0%	7,4%
Pétrole	2 539,3	4 163,1	5 613,4	63,9%	34,8%	1 169,4	923,5	942,7	-21,0%	2,1%
Hors Pétrole	1 452,6	1 859,3	2 233,7	28,0%	20,1%	1 725,6	1 911,2	2 104,4	10,8%	10,1%
dont : Rentes	660,0	883,5	1 037,0	33,9%	17,4%	690,6	745,2	870,1	7,9%	16,8%
Mines	426,0	499,2	717,8	17,2%	43,8%	629,1	696,6	774,6	10,7%	11,2%
Bois transformé	362,9	472,7	473,8	30,3%	0,2%	402,3	466,2	456,0	15,9%	-2,2%
Produits manufacturiers	3,7	4,1	5,1	10,2%	22,9%	3,6	3,6	3,8	0,8%	6,8%
IMPORTATIONS TOTALES	1 988,2	1 859,5	2 182,5	-6,5%	17,4%	3 949,8	4 087,4	4 438,0	3,5%	8,6%
dont Consommations	456,1	556,2	598,1	21,9%	7,5%	436,4	477,8	511,5	9,5%	7,0%
Equipements	483,8	480,5	552,3	-0,7%	14,9%	693,1	576,7	717,1	-16,8%	24,3%
Intermédiaires	524,3	610,4	655,2	16,4%	7,3%	536,6	571,4	605,5	6,5%	6,0%

Source : **DGEPP**

2. L'emploi, les salaires et les prix

a. L'emploi

En 2022, le secteur moderne a enregistré une hausse des effectifs de 0,8% à 185 027 agents comparativement à l'année 2021. Cette augmentation est observée aussi bien dans le secteur public (+0,4%) que dans les sociétés (+1,2%). La poursuite des régularisations des situations administratives et la reprise de l'activité dans plusieurs branches économiques expliquent cette évolution.

Tableau 4 : évolution des effectifs du secteur moderne en 2022

Désignation	2020	2021	2022	22/21
Sociétés	83 713	83 313	84 309	1,2%
Secteur public	97 781	100 295	100 718	0,4%
Total général	181 494*	183 608*	185 027*	0,8%

Source : **DGBFiP, DGEPP** * (sans collectivités locales)

a.1. L'emploi dans le secteur public

En 2022, le nombre de salariés dans le secteur public a augmenté de 0,4% pour s'établir à 100 718 agents comparativement à l'année précédente. Cette situation est liée à la hausse des effectifs de la fonction publique (+1,2%), nonobstant la baisse de 4,6% des effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP).

Tableau 5 : évolution des effectifs du secteur public en 2022

Désignation	2020	2021	2022	22/21
Secteur public	97 781	100 295	100 718	0,4%
Fonction publique	84 168	87 176	88 206	1,2%
MONP	13 613	13 119	12 512	-4,6%

Source : **DGBFiP**

❖ Les effectifs par département

Les effectifs de la fonction publique ont augmenté de 1,2% à 88 206 agents à fin décembre 2022 comparativement à la même période en 2021. Cette hausse est observée dans la quasi-totalité des administrations : Pouvoirs Publics (+1,6%), Administration des Transports (+2,7%), Administration de Développement (+3,7%), Administration Économique (+2,4%) et Administration de l'Éducation (+1,7%). Cette augmentation s'explique par la régularisation des situations administratives.

Tableau 6 : évolution des effectifs par département en 2022

Départements	2020	2021	2022	22/21
Pouvoir Public	22 202	22 431	22 798	1,6%
Adm. Centrale	15 546	15 434	15 385	-0,3%
Adm. Économique	6 757	8 091	8 288	2,4%
Adm. Développement	3 425	3 886	4 031	3,7%
Adm. Des Transport	993	1 005	1 032	2,7%
Adm. De l'Éducation	24 551	25 240	25 666	1,7%
Adm. Sociale	10 653	11 046	10 969	-0,7%
Autres	41	43	37	-14,0%
Total	84 168	87 176	88 206	1,2%

Source : **DGBFiP**

❖ L'évolution de l'emploi dans la MONP

A fin décembre 2022, les effectifs de la MONP se situent à 12 512 agents, soit une baisse de 4,6% comparativement à 2021. Cette variation est consécutive à la politique de non remplacement systématique des agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

a.2. L'emploi dans les sociétés

L'emploi dans les sociétés a augmenté de 1,2% à 84 309 employés par rapport à 2021. Cette évolution est tirée par les entreprises du secteur privé (+1,1%) et parapublic (+3,1%).

La reprise des activités enregistrée dans l'ensemble de l'économie nationale s'est traduite par la hausse des emplois dans plusieurs branches : les Bâtiments et Travaux Publics (+8,6%), l'Industrie Agro-alimentaire (+2,0%), les Autres Industries (+8,6%), le Bois (+4,2%), Eau, Electricité Raffinage (8,1%) et les Mines (+1,3%).

Les effectifs des entreprises du parapublic poursuivent leur tendance haussière avec une augmentation de 3,1% à 4 345 employés par rapport à 2021, en lien avec la consolidation de leurs activités.

Tableau 7: évolution de l'emploi privé par secteur d'activités en 2022

Désignation	2020	2021	2022	22/21
Sociétés	83 713	83 313	84 309	1,2%
Parapublic	4 132	4 214	4 345	3,1%
Privé	79 581	79 099	79 964	1,1%
Agriculture	11 167	10 192	9 838	-3,5%
Pétrole	4 022	4 307	4 209	-2,3%
Mines	2 594	2 611	2 646	1,3%
Bois	13 759	14 316	14 914	4,2%
Industries Agro-alimentaires	4 510	4 313	4 400	2,0%
Autres industries	5 112	5 621	6 107	8,6%
Eau, électricité et raffinage	5 020	5 141	5 555	8,1%
Bâtiment et travaux publics	4 197	3 945	4 286	8,6%
Transports et Télécom	8 084	8 227	8 059	-2,0%
Services	8 049	7 845	7 771	-0,9%
Commerce	9 467	8 880	8 582	-3,4%
Banques et Assurances	3 607	3 701	3 596	-2,8%

Source : **DGEPF**

b. Les salaires

En 2022, la masse salariale du secteur moderne (hors collectivités locales) s'est accrue de 3,5% à 2 087,1 milliards FCFA. Cette progression résulte de l'évolution de la masse salariale des sociétés, en hausse de 6,8% à 1 424,7 milliards FCFA, nonobstant la baisse des dépenses de personnel du secteur public (-2,9%).

Tableau 8: évolution de la masse salariale du secteur moderne

(En milliards FCFA)	2020	2021	2022	22/21
Sociétés	1 286,1	1 334,0	1 424,7	6,8%
Secteur Public hors collectivités locales	683,2	682,4	662,4	-2,9%
Total	1 969,3	2 016,4	2 087,1	3,5%

Sources : **DGBFiP**, **DGEPF**, **DGCPT**

b.1. La masse salariale du secteur public

Au terme de l'année 2022, L'exécution de la solde des agents permanents, contractuels et de la main-d'œuvre non permanente (MONP) de l'Etat a enregistré une hausse de 1,67% à 662,4 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par les recrutements (intégration en solde de primo entrants) + 9,78 milliards de FCFA, la poursuite des régularisations des situations administratives (avancements et reclassements) des fonctionnaires +0,6 milliard de FCFA ainsi que par l'effet du report de charges de certains éléments de solde (indemnité de logement, indemnité de transport, etc.) non servis au cours de l'année 2021, estimée à plus de 1,9 milliard de FCFA, d'une part, et par le fléchissement de la masse salariale de la Main-d'œuvre Non Permanente (-4,2%) à 32,26 milliards de FCFA, en lien avec le maintien des politiques de gestion des ressources humaines, d'autre part.

❖ La solde permanente par département

A fin décembre 2022, la masse salariale de la Fonction publique a enregistré une progression de 2,0% à 630,2 milliards de FCFA. Celle-ci reste plus accentuée dans l'Administration Économique (+9,7%). Cette évolution résulte essentiellement de la régularisation des situations administratives et ce, conformément à l'application des dispositions de l'Arrêté n°0331/PM/MEFPTEP du 31 décembre 2020 autorisant les régularisations des situations administratives des agents dans le cadre du plan de régularisation 2020-2021.

Tableau 9 : évolution de la solde permanente par département (en milliards FCFA)

Departments	2020	2021	2022	22/21
Pouvoir Public	159,7	161,7	166	2,7%
Adm. Centrale	108,9	111,7	114,7	2,7%
Adm. Economique	46,6	48,7	53,4	9,7%
Adm. Développement	23,8	24,4	23,8	-2,4%
Adm. Des Transports	6,2	6,2	6,5	5,0%
Adm. De l'Education	191,8	190,8	190,4	-0,2%
Adm. Sociale	73,7	73,9	74,8	1,2%
Autres	0,6	0,6	0,6	1,7%
Total	611,3	617,9	630,2	2,0%

Source : DGBFiP, DGCPT, DGEPP

❖ La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la MONP s'est établie à 32,3 milliards de FCFA, soit une baisse de 4,2% par rapport à 2021. Cette diminution est liée à l'application de la circulaire n°000709/P/CAB-PMCG du 11 décembre 2020, du Premier Ministre Chef du Gouvernement, relative à la suspension du recrutement de la main d'œuvre non permanente (MONP), combinée à la poursuite des mesures de maîtrise de la masse salariale (mise à la retraite systématique des agents atteints par la limite d'âge, radiation des agents ayant abandonné leur poste de travail, etc.).

b.2. La masse salariale des sociétés

En 2022, la masse salariale du secteur productif a enregistré un accroissement de 6,8% à 1 424,7 milliards FCFA, en lien avec la hausse conjointe de la masse salariale du parapublic (+7,9%) et du privé (+6,7%).

La progression de la masse salariale du privé résulte particulièrement de celle des branches Services (+13,7%), Transport et Télécoms (+12,8%), Pétrole (+8,1%), Mines (+6,4%), Bois (+5,4%), Banques et Assurances (+5,0%), Bâtiments et Travaux Publics (+4,5%), ainsi que Autres Industries (+4,5%), du fait notamment de la bonne tenue de l'activité économique.

Tableau 10 : évolution de la masse salariale des sociétés privées par secteur d'activités (en milliards FCFA).

Désignation	2020	2021	2022	22/21
Sociétés	1 286,1	1 334,0	1 424,7	6,8%
Parapublic	135,6	141,3	152,5	7,9%
Privé	1 150,5	1 192,7	1 272,3	6,7%
Agriculture	70,8	67,9	64,7	-4,7%
Pétrole	166,1	165,9	179,3	8,1%
Mines	118,3	146,5	155,8	6,4%
Bois	48,8	51,6	54,4	5,4%
Industries Agro-alimentaires	46,3	43,2	39,1	-9,4%
Autres industries	15,6	17,8	18,6	4,5%
Eau, électricité et raffinage	104,9	115,2	119,6	3,8%
Bâtiment et travaux publics	51,5	50,1	52,4	4,5%
Transports et Télécom	197,7	194,0	218,8	12,8%
Services	173,9	177,5	201,8	13,7%
Commerce	77,6	79,0	79,6	0,8%
Banques et Assurances	79,0	83,9	88,1	5,0%

Source : **DGEPF**

c. Les prix

En 2022, en moyenne annuelle, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), a atteint +4,3% contre +1,1% en 2021, dépassant la norme communautaire de 3,0%. Cette hausse des pressions inflationnistes est liée à la combinaison de plusieurs facteurs : l'accroissement des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

L'accentuation des tensions inflationnistes résulte de la hausse généralisée des prix sur l'ensemble des postes de consommation, à l'exception de ceux du Transport et de l'Enseignement.

S'agissant du poste Produits alimentaires et boissons non alcoolisées, la hausse des prix (+6,0% contre +1,3% en 2021) découle des perturbations d'approvisionnement causées par le conflit russo-ukrainien et du problème de ravitaillement du marché local en certains produits.

L'accentuation des pressions inflationnistes a également porté sur les postes « Articles d'habillement et chaussures » (+6,4% contre -0,7% en 2021), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+4,4% contre +3,1% en 2021), « Restaurants et hôtels » (+5,1% contre +2,1% en 2021), « Biens et services divers » (+4,6% contre +2,0% en 2021) et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3% contre +0,3% en 2021). Globalement, cette tendance est consécutive non seulement à la hausse des prix des matières premières, mais aussi à l'augmentation du coût du fret maritime.

A contrario, on observe un ralentissement de l'inflation dans :

- les « Transports » (+0,9% contre +5,9% en 2021), en lien avec le maintien des prix des carburants à la pompe depuis mars 2020 ;
- l'« Enseignement » (+1,5% contre +3,6% en 2021), notamment sur les frais de répétition des élèves du primaire (+0,001% contre +14,3%) et de scolarité dans les écoles supérieures (-3,8% contre +3,5% en 2021).

Tableau 11 : évolution des prix à la consommation des ménages de 2021 à 2022.

Regroupements	Pond	Janvier - Décembre				Glissement mensuel (en %)
		Indice moyen		Variation (%)		
		2021	2022	2021	2022	
INDICE HARMONISE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	103,2	107,6	1,1	4,3	5,4
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029	104,2	110,4	1,3	6,0	8,8
Céréales non transformées	484	102,7	101,7	1,6	-0,9	-0,1
Pains	144	96,7	106,7	-5,8	10,3	25,5
Bœufs	129	100,4	106,1	0,3	5,8	10,9
Volaille	326	107,0	121,7	3,2	13,8	25,5
Poissons frais	254	105,7	111,5	6,6	5,5	6,3
Poissons et autres produits séchés ou fumés	106	116,1	123,4	7,9	6,3	5,0

Huiles raffinées	420	105,0	115,8	4,9	10,3	-4,4
Légumes frais en fruit ou racine	195	106,2	114,2	0,1	7,5	16,2
Légumes frais en feuilles	96	102,7	106,5	-1,0	3,6	13,2
Tubercules. Plantain	205	107,7	107,9	0,9	0,2	10,3
Boissons alcoolisées et tabac	170	100,3	101,4	-0,3	1,1	3,1
Articles d'habillement et chaussures	525	100,3	106,7	-0,7	6,4	5,3
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	100,7	103,7	0,3	3,0	3,9
Alimentation en eau	88	99,3	99,3	-1,6	0,0	0,0
Electricité	308	100,0	100,0	-0,7	0,0	0,0
Gaz	67	96,8	97,3	-4,1	0,5	0,7
Meubles. Articles de ménage et entretien courant de la maison	380	102,4	107,0	3,1	4,4	4,9
Santé	231	99,5	102,2	-6,3	2,7	1,3
Transports	813	109,7	110,7	5,9	0,9	-0,4
Carburants et lubrifiants	248	96,5	98,0	-4,9	1,5	0,5
Communications	555	102,4	103,7	-1,0	1,2	0,9
Loisirs et culture	459	100,4	102,2	0,5	1,8	1,8
Enseignement	324	106,0	107,6	3,6	1,5	2,6
Restaurants et hôtels	588	101,1	106,2	2,1	5,1	7,2
Biens et services divers	383	101,4	106,0	2,0	4,6	3,4

Source : DGS/DGEPPF

3. La situation monétaire

Au 31 décembre 2022, la situation monétaire au sens large, corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, est caractérisée par **une hausse des crédits intérieurs nets** (+11,5%), **une consolidation de la masse monétaire** (+15,2%) et **un raffermissement des Avoirs extérieurs nets** (+15,1%).

3.1. La masse monétaire (M2)

A fin décembre 2022, la masse monétaire s'est établie à 2 990,8 milliards FCFA, en hausse de 15,2% concomitamment à l'augmentation du stock de dépôts (+24%) malgré la décélération de la circulation de la monnaie fiduciaire (-23,6%).

L'application de la réglementation des changes a contribué à renforcer les ressources monétaires. En effet, l'obligation faite aux exportateurs, notamment aux compagnies pétrolières et minières, de rapatrier une partie de leurs recettes d'exportations et les limites mises par le régulateur afin de réduire les transferts, a concouru à l'augmentation de la quantité de monnaie disponible dans l'économie.

a. La quasi-monnaie

La quasi-monnaie a augmenté de 1,9% pour se situer à 756,8 milliards FCFA en 2022.

b. Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires (fonds propres du système bancaire et autres postes nets) ont reculé de 2,8% à 599,9 milliards FCFA au 31 décembre 2022.

c. Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont augmenté de 11,8% à 3 590,5 milliards FCFA, consécutivement à l'accroissement du crédit intérieur (+11,5%).

d. Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont progressé de 15,1%, pour s'établir à 234,7 milliards FCFA en 2022. Cette embellie est liée à la réduction de 37% de l'endettement net de la B.E.A.C. vis-à-vis du reste du monde et à la consolidation de la situation extérieure des banques commerciales à 276,2 milliards FCFA.

e. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est affermi de 11,5% à 3 355,8 milliards FCFA à fin décembre 2022 à la faveur de l'accroissement conjugué des créances nettes sur l'État (+9,8%) et des crédits à l'économie (+13,6%).

f. Les créances nettes sur l'Etat

En rapport avec la mise en œuvre du PAT, la situation débitrice de l'Etat s'est située à 1 770,2 milliards FCFA en décembre 2022 contre 1 612,3 milliards FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée de 9,8%, malgré une baisse des créances aux organismes publics.

g. Les créances sur l'économie

Le volume des crédits à l'économie a progressé de 13,6% à 1 585,6 milliards FCFA à fin décembre 2022. Il s'agit principalement des concours octroyés au secteur privé non financier, représentant environ 90% du total des crédits à l'économie. Ces concours rentrent dans le cadre de l'accompagnement de la relance des activités au sortir de la crise sanitaire.

3.2. La politique monétaire

En glissement annuel, la politique monétaire de la BEAC a reposé sur le maintien du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les dépôts à terme (DAT) et les dépôts à vue (DAV).

a. La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 15 décembre 2022 a décidé de maintenir inchangé le TIAO et les autres principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : 4,50% ;

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

- taux de facilité de prêt marginal : 5,25% ;
- taux de facilité de dépôt : 0,00%.

b. La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les DAT et les DAV ont été maintenus ainsi qu'il suit :

- coefficient des réserves obligatoires à 7% sur les exigibilités à vue ;
- coefficient des réserves obligatoires à 4,50% sur les exigibilités à terme.

B. La Politique du Gouvernement

L'activité économique mondiale a été marquée par le conflit Russo-Ukrainien qui a conduit progressivement, au cours de l'année 2022, à une dégradation de la production industrielle et une hausse de l'inflation.

Malgré ce contexte international relativement défavorable, l'économie nationale a connu un regain d'activités dans la plupart des secteurs au cours des trois (3) premiers trimestres de l'année, conforté par l'amélioration des secteurs pétroliers et hors pétrole.

Cependant, au quatrième trimestre, l'intensification du conflit a entraîné une baisse de l'activité économique de 4,6 points par rapport au trimestre précédent.

En dépit de ce contexte, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre des orientations contenues dans le PAT, notamment le programme Gabon Égalité ainsi que les engagements pris dans le cadre du Mécanisme Elargi de Crédits (MEDC) signé avec le Fonds Monétaire International (FMI). L'objectif est de préparer « l'après pétrole » en accélérant de nouveaux moteurs de croissance et en repensant le modèle social.

1. Une politique budgétaire portant sur le recouvrement des recettes et l'exécution des dépenses

Pour atteindre les objectifs de sa politique budgétaire, le Gouvernement a poursuivi les efforts déjà consentis en matière de mobilisation des recettes et d'amélioration de l'efficacité de la dépense publique.

a. Politique de mobilisation des recettes

La politique budgétaire de l'Etat, initiée en 2020, s'est poursuivie en 2022 et a mis l'accent sur l'optimisation des recettes.

En matière de fiscalité intérieure, l'administration fiscale a poursuivi des mesures visant le civisme fiscal, l'élargissement de l'assiette de l'impôt et l'amélioration continue du système fiscal. Ces mesures ont porté spécifiquement sur :

- la mobilisation des dettes fiscales recouvrables à 33% pour l'exercice 2022 ;
- la poursuite des efforts d'immatriculation et de localisation des contribuables qui ont délocalisé leur exploitation ;
- la limitation du délai de paiement en espèces des taxes, droits de douanes et autres revenus par les contribuables qui devront régler leurs impôts et taxes par virements bancaires, électroniques ou par chèques ;
- la généralisation du paiement des impôts, taxes, droits de douanes et autres revenus par les contribuables via virements bancaires, électroniques ou par chèques ;
- le relèvement du taux de TVA et des droits de douanes pour certains produits (également harmonisation/alignement des listes de produits) ;
- la création d'une nouvelle taxe de 0,5% sur le montant des transactions financières électroniques effectuées via les opérateurs de téléphonie mobile ;
- la signature d'un accord de coopération pour un meilleur recouvrement des taxes et des impôts par la municipalité entre la Direction Générale des Impôts et la Mairie de Libreville ;
- l'obligation pour les entreprises locales de précompter l'IRPP pour le personnel étranger mis à leur disposition par des sociétés étrangères ;
- la suppression du taux réduit d'IS dont bénéficiaient certains contribuables ;
- le prélèvement libératoire de 20% sur les plus-values de cession directe ou indirecte des droits sociaux.

En matière de réduction des dépenses fiscales, le Gabon a œuvré à une plus grande rationalisation des avantages fiscaux et douaniers accordés aux contribuables qui constituent un axe majeur de mobilisation des recettes. Dans cette optique, les principales mesures y relatives ont porté sur :

- la réduction du champs et/ou la durée des avantages fiscaux, le contrôle de la réalisation des contreparties pour lesquelles ces avantages sont accordés aux contribuables ;

- l'encadrement des nouvelles exonérations fiscales et douanières avec la mise en place d'une commission spéciale dédiée à la surveillance des modalités d'exécution et de contrôle des contreparties associées ;
- l'annulation des exonérations accordées en dehors du cadre légal ;
- le renforcement des moyens des administrations fiscales et douanières afin de faciliter et systématiser les contrôles conjoints (DGI/DGDDI) sur les produits exonérés ;
- le relèvement des taux et la réforme des exonérations accordées dans le cadre du programme de lutte contre la vie chère ;
- l'application progressive d'un taux réduit (10%) en lieu et place de l'exonération totale de TVA applicable à certains produits et services (hors champ des exonérations prévues par la directive CEMAC) ;
- la suppression des exonérations des patentes, droits d'enregistrement et contributions foncières pour les entreprises du secteur minier et application de la retenue à la source ;
- la réintégration des produits exonérés dans la liste des produits soumis à la CSS ;
- la suppression des exonérations des contributions foncières pour les ZIS & ZE.

En matière de fiscalité de porte, le Gouvernement a réduit considérablement la dépense fiscale résultant des mesures d'exonérations prises par les textes précédents afin de dégager des marges au profit du budget de l'Etat. Les principales mesures y relatives ont porté sur :

- l'harmonisation des taux appliqués au cordon douanier avec ceux pratiqués sur le marché intérieur ;
- l'informatisation des magasins, aires de dédouanement et le dépôt douanes, ainsi que l'interconnexion des deux derniers bureaux des régions douanières à Sydonia World.

Nouvelles sources de financement

Un accord-cadre a été signé le 21 mars 2022 entre l'Agence Française de Développement (AFD) et le Gabon pour un soutien financier de 112 500 000 euros (soit 73 795 162 500 FCFA) sur 3 ans. Ce financement budgétaire comprend trois tranches.

Le principe de l'octroi de la première tranche d'un montant de 45 000 000 euros a été signé par les deux parties. Les autres tranches, respectivement de 35 000 000 euros et de 32 500 000 euros, sont prévues pour 2023 et 2024.

L'objectif premier de ce soutien, qui sera mis en œuvre par l'AFD, est d'apporter un appui financier aux réformes engagées par le Gabon dans le

cadre du PAT ainsi que du Programme adopté par le Gabon et le FMI en juillet 2021. Il contribuera à la mise en œuvre des programmes et des services en faveur de la population gabonaise.

b. Politique d'amélioration de l'efficacité de la dépense publique

Dans le cadre de la maîtrise et de l'efficacité de la dépense publique, le Gouvernement a poursuivi et intensifié les actions visant à optimiser la gestion de la masse salariale, rationaliser la gestion des services publics personnalisés (SPP) et améliorer l'exécution et la transparence budgétaire.

L'ajustement des dépenses de personnel

Les actions d'assainissement engagées en 2022 ont permis de limiter l'impact des intégrations en solde de **3 164 agents** correspondant à un coût global de **9,78 milliards FCFA**, soit une variation de la masse salariale à la hausse de 1,67%.

En effet, l'année 2022 a été marquée par la poursuite de l'opération de régularisation des situations administratives (recrutements et reclassements) des agents civils de l'Etat. Toutefois, les actions suivantes ont permis de limiter les dépenses de solde :

- le contrôle du fichier des titulaires de fonction ;
- le contrôle du fichier des agents bénéficiaires des présalaires ;
- le contrôle des doubles rémunérations, notamment pour les agents n'exerçant pas dans l'administration centrale ;
- la mise à la retraite systématique des agents (permanents et MONP) atteints par la limite d'âge.

La maîtrise des dépenses de transferts et des subventions

La poursuite des efforts de maîtrise des dépenses relatives aux transferts et subventions a emmené le Gouvernement à mettre en œuvre des mesures visant à réduire les coûts sociaux des SPP et des autorités administratives indépendantes (AAI). Avec l'appui des partenaires techniques et financiers, les mesures ont porté sur :

- la proposition d'une première liste des SPP et des AAI à restructurer ou à supprimer ;
- la mise en place, suivant les recommandations des travaux de la *task force* (SPP, AAI), d'un cadre juridique rénové, relatif au pilotage stratégique, à la gouvernance et à la surveillance financière des établissements publics de l'État, qui visera à conditionner la création d'établissements publics à des études préalables ;

- le reporting des données financières, patrimoniales et de ressources humaines en vue de rendre l'information budgétaire et financière des SPP plus complète au Parlement ;
- la réflexion sur le développement, avant la fin du programme avec le FMI, d'un module dédié dans VECTIS permettant de consolider l'ensemble des informations des SPP ;
- l'amélioration de la qualité de l'annexe budgétaire relative aux opérateurs pour avoir une couverture exhaustive en présentant l'ensemble des informations financières sur ces entités, y compris leurs ressources.

En matière d'exécution budgétaire

Les mesures relatives au renforcement de l'exécution et de la transparence budgétaires ont été amorcées avec l'appui du partenaire AFRITAC-Centre à travers les formations suivantes :

- le renforcement du contrôle interne comptable de l'Etat ;
- la nomenclature fonctionnelle qui se veut être une nouvelle méthode de classification des dépenses des administrations publiques ;
- le renforcement de l'élaboration des plans d'engagement dans l'application Vectis qui s'est soldé par les réalisations suivantes au titre de l'année 2022 :
 - l'institution du comité d'engagement comprenant les Directions Générales du Budget, du Trésor et des Marchés Publics ;
 - le développement des fonctionnalités des plans d'engagement dans Vectis ;
 - la prise de l'arrêté n°000013/MBCP du 02 juin 2022 organisant la production des plans d'engagement.

2. Une politique sectorielle orientée vers la poursuite de la mise en œuvre des engagements du PAT

En 2022, le Gouvernement a poursuivi les actions entreprises dans le PAT à travers les pivots économique, social et transverse pour le renforcement des services sociaux de base et des infrastructures ainsi que l'amélioration du cadre de vie des populations.

a. Le pivot économique

Le pivot économique a pour objectif de préparer les secteurs productifs dans la gestion de l'après pétrole et l'accompagnement de nouveaux secteurs en expansion.

En matière d'agriculture et de pêche

Dans ce cadre, la préparation des secteurs productifs d'avenir et l'autonomisation se sont traduits en 2022 par le renforcement de la sécurité alimentaire tout en développant les filières exportatrices, à travers notamment la poursuite de la mise en place des zones agricoles à forte productivité et agropoles. Ces actions se traduisent par :

- l'accompagnement financier au profit de l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire (AGASA), l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD) et l'Agence de développement agricole du Gabon (ADAG) ;
- la prise en charge des projets cofinancés « Programme GRAINE » et « Développement agricole rural » ;
- la réhabilitation et l'équipement du lycée agricole de Bongoville.

Parallèlement, la filière pêche, structurée par l'accord de pêche signé entre la République Gabonaise et l'Union Européenne, s'est traduit par un apport des recettes supplémentaires issues du prélèvement des ressources halieutiques, conduisant à l'effectivité d'un compte de commerce dans le budget 2022.

C'est dans ce contexte que le Gabon a lancé la préparation du cadre juridique de la pêche du thon, selon ce qui ressort des travaux de la task-force « structuration de la filière thonière » du PAT. A terme, les résultats de ces travaux permettront, l'amélioration des investissements de la chaîne de valeur des produits halieutiques, la remise en état et le démarrage de l'usine d'Owendo.

Diversification de la filière forêt-bois et élargissement de ses débouchés

En vue d'améliorer la productivité, diversifier la filière bois et élargir ses débouchés, le Gabon a assoupli la taxation envers les usines s'orientant vers la deuxième et la troisième transformation.

La politique de protection du poumon forestier a conduit le Gabon à poursuivre ses efforts, parmi lesquels :

- la valorisation du bois et l'exploitation forestière sélective et contrôlée pour une diminution du nombre d'arbres abattus ainsi qu'une hausse des revenus et des emplois durables pour les Gabonais ;

- les contrôles plus rigoureux aux ports gabonais, associés à la fois à des peines minimales plus sévères en cas de corruption ;
- les audits des sociétés d'exploitation forestière pour mettre un frein aux activités illégales.

Enfin, le Gabon a maintenu son adhésion au sein de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) qui vise à rendre transparente la mobilisation et l'allocation des ressources extractives.

b. Le pivot social

En ce qui concerne le pivot social, notre pays a favorisé les conditions d'un nouveau pacte social fondé sur une contribution accrue du secteur privé, une efficacité renforcée des services publics et la préservation des principaux filets sociaux.

En matière de santé

En 2022, le Gouvernement a entrepris une réforme majeure pour la transformation du centre hospitalier régional d'Amissa Bongo en Centre Hospitalier Universitaire. L'objectif est d'apporter un appui à la recherche, l'innovation dans les technologies médicales et la formation dans onze (11) spécialités dans le domaine de la maintenance des plateaux techniques. Cette action rentre dans le cadre de la modernisation de l'offre de soins et de l'amélioration de la performance de notre système de santé.

De même, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de sa politique sanitaire pour le renforcement du cadre réglementaire à travers l'élaboration et l'adoption du projet de code de la santé publique.

S'agissant de la médecine préventive, le Gouvernement a renforcé les capacités des programmes de santé par l'approvisionnement régulier en vaccins, moustiquaires imprégnées, médicaments antiviraux et antituberculeux.

Dans ce cadre, de nombreux projets, ont été mis en œuvre. Il s'agit notamment :

- du renforcement des structures sanitaires (PNDS II-AFD) ;
- de la réhabilitation des structures sanitaires sur l'ensemble du pays ;
- de la livraison du centre d'hémodialyse de Port Gentil ;
- de l'équipement en matériels spécifiques de santé des centres médicaux sur l'ensemble du territoire ;

- du financement PID-PIH orienté vers l'appui à la riposte contre la Covid-19.

En matière de protection sociale

Avec la mise en place du programme Gabon Egalité, le Gouvernement a poursuivi ses efforts, par la création d'un Centre de protection et de promotion sociale pour la prise en charge des femmes victimes de violences appelé « Centre Gabon Égalité ».

Les initiatives visant à protéger les couches vulnérables ont porté sur :

- la gratuité du scanner et des opérations de la cataracte au sein du SAMU social ;
- les consultations à domicile ;
- le transport médicalisé ;
- la construction du centre national Ndossi et Akomgha pour la prise en charge des enfants autistes et trisomiques ;
- la protection de la famille et de l'enfance ;
- l'accompagnement des mères célibataires ;
- la prise en charge des jeunes parents ;
- la protection des veuves et des orphelins ;
- l'opérationnalisation de la stratégie nationale de prise en charge des personnes âgées ;
- l'aide à la scolarité dans l'accompagnement des élèves et étudiants en situation de vulnérabilité.

Par ailleurs, en sus des mesures mentionnées ci-dessus, le Gouvernement a lancé :

- la réhabilitation et l'extension des centres sociaux de Nkembo, du CIADFOR de Libreville et de l'institut national de formation d'action sanitaire et sociale de Libreville – RCEJPS ;
- l'équipement du Centre d'accueil des femmes victimes de violences ;
- la mise en place d'une plateforme sociale à l'exemple du numéro vert 1404 du « Centre Gabon Egalité ».

En matière de développement du capital humain

Le développement du capital humain comprend les volets de l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle.

L'éducation nationale

En 2022, les actions en faveur de l'amélioration de la qualité des enseignements et des meilleures conditions d'apprentissage se sont poursuivies à travers l'exécution des chantiers de construction, de réhabilitation, d'achèvement et d'acquisition des établissements scolaires au pré-primaire, primaire, secondaire général et technique.

A ce titre, on peut noter la réhabilitation et la livraison de dix (10) établissements d'enseignement primaire, il s'agit notamment des établissements scolaires de Bizango au PK13, d'Ondogo, d'Alibandeng, du Cap Esterias, d'Angondjé, d'Avorbam, d'Igoumié, d'Alenakiri, d'Akournam et de Mindoubé.

Enfin, pour juguler la violence en milieu scolaire, le Ministère en charge de l'Education Nationale a instauré un service chargé de la sécurité scolaire au sein de l'ensemble des établissements secondaires (auxiliaires de sécurité), pour maîtriser le taux d'incidents en milieu scolaire.

L'enseignement supérieur

Au niveau de l'Enseignement Supérieur, l'accent a été mis sur l'amélioration du cadre de vie des étudiants et du personnel enseignant, d'une part, et sur la promotion du développement d'une offre de formation professionnalisante, d'autre part.

Dans le même temps, des efforts pour l'attribution d'allocations aux apprenants ont été maintenus.

Aussi, les actions en vue d'adapter l'orientation des élèves et des étudiants au marché de l'emploi tout en tenant compte des besoins de développement de la Nation ont été mises en place.

La formation professionnelle

Le Gouvernement a maintenu sa politique de formation et de réinsertion des jeunes par le biais des projets d'appui à l'employabilité des jeunes. Il s'agit davantage de faire correspondre l'offre de formation aux besoins du marché du travail. On peut noter la livraison des centres de formation professionnelle de M'vengué (Franceville) et de Tchengué (Port-Gentil).

c. Le pivot transverse

Le pivot transverse englobe les catalyseurs de développement pour créer les conditions du développement économique dans tous les secteurs et améliorer les conditions de vie des gabonais.

Le renforcement des infrastructures routières

En matière d'infrastructures routières, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre des chantiers initiés les années précédentes. Il s'agit notamment du réaménagement de la Transgabonaise, de la réhabilitation des voiries communales, départementales, du grand Libreville dont celle du Cap-Esterias et de BIKELE-NZONG.

Le renforcement des infrastructures énergétiques

Le renforcement des infrastructures énergétiques s'est traduit par l'amélioration des capacités de production du réseau électrique et d'eau dans les zones urbaines, industrielles et rurales.

Ainsi, le Gouvernement a lancé en 2022 le projet de la station d'eau potable de Mbomo, à 15 km de Ntoum sur l'axe Cocobeach. Ce projet permettra d'ici octobre 2024, d'approvisionner 115 000 personnes supplémentaires en eau potable.

Le renforcement des infrastructures de transport

En ce qui concerne les infrastructures de transport ferroviaire, le Gouvernement a poursuivi ses efforts en matière de sécurisation de la voie ferrée.

En vue de maintenir le niveau de sécurité et de sûreté de nos aéroports, divers autres projets ont été conduits, notamment le renouvellement des installations météorologiques, l'exploitation technique de l'Aéroport Ewot-Mekok d'Oyem, l'acquisition de nouveaux équipements de sûreté de l'aviation civile ainsi que l'acquisition de nouveaux équipements navals et moyens logistiques.

Par ailleurs, il faut noter la continuité de la gratuité des transports dans le grand Libreville à travers les subventions accordées aux entreprises SOGATRA, TRANS'URB et TRANS'AKANDA.

d. Dépenses Gabon Egalité

Pour l'année 2022, les mesures y relatives ont portées sur :

- la facilitation de l'accueil dans les commissariats pour les victimes de violences basées sur le genre ou la réforme des registres d'état civil et d'enregistrement des naissances (Ministère de l'Intérieur) ;
- l'accompagnement des filles enceintes et la mise à disposition de sanitaires de qualité dans les établissements scolaires (Ministère en charge de l'Education Nationale) ;
- le dépistage gratuit des cancers féminins (octobre rose)
- la prise en charge des malades du cancer en maisons d'accueil (Ministère de la Santé) ;
- la mise en place d'un numéro d'urgence, la communication sur le mariage coutumier et la création d'un observatoire du droit de la femme au Gabon.

PARTIE II : PRESENTATION GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 2022

Prévues à **2 335,50 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative (LFR), les recettes du budget de l'Etat ont été exécutées à hauteur de **2 639,29 milliards FCFA**, soit un taux de 113%.

Les dépenses, quant à elles ont été globalement ordonnancées à fin 2022 à **2 064,07 milliards FCFA** contre une prévision en LFR de **2 102,22 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution base ordonnances de 98,2% contre 95% l'année précédente. La situation comparée des exercices 2021 et 2022 fait apparaître une hausse des dépenses de **193,45 milliards FCFA** correspondant à 10,3%.

En retirant de cette analyse les charges financières de la dette et les dépenses de personnels, le taux d'exécution base ordonnancement des autres catégories de dépenses s'établit à 93%.

L'exécution du budget de l'Etat, par grandes catégories de dépenses, est retracée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : exécution du budget de l'Etat par titre

Libellés titres	LFR 2022	Ordonnances à fin décembre	Taux d'exécution
Titre 1 : charges financières de la dette	330 147 043 606	337 558 414 953	102,2%
Titre 2 : dépenses de personnel	684 006 161 400	709 934 261 171	103,8%
Titre 3 : dépenses de biens et services	304 658 907 288	421 367 107 162	138,3%
Titre 4 : dépenses de transfert	367 170 863 074	295 461 609 869	80,5%
Titre 5 : dépenses d'investissement	366 048 658 878	248 401 140 395	67,9%
Titre 6 : autres dépenses	50 195 000 000	51 355 883 693	102,3%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	2 102 226 634 246	2 064 078 417 243	98,2%

Source : **DGBFiP**

CHAPITRE I : EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT EN RECETTES ET EN DEPENSES

A. Les recettes du budget de l'Etat

Pour un objectif prévisionnel en LFR de **2 335,50 milliards FCFA**, le montant total des recettes encaissées a atteint **2 639,29 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 113% au 31 décembre 2022. Comparées à 2021 (1 786,07 milliards FCFA), ces recettes sont en légère augmentation d'environ **853,22 milliards FCFA** représentant 48%. Le détail des données y relatives est retracé à l'annexe 3 du présent document.

Tableau 13 : situation des encaissements des recettes (en millions de FCFA)

	LFR 2022	Réalizations au 31 décembre	Taux de réalisation
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 372 850	1 383 581	101%
<i>Impôts</i>	<i>646 267</i>	<i>698 420</i>	<i>108%</i>
<i>Taxes</i>	<i>726 582</i>	<i>685 162</i>	<i>94%</i>
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	53 888	-	0%
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	36 372	38 796	107%
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	872 387	1 214 727	139%
<i>Revenus de la propriété</i>	<i>804 584</i>	<i>1 174 225</i>	<i>146%</i>
<i>Recettes diverses</i>	<i>67 803</i>	<i>40 502</i>	<i>60%</i>
<i>Vente de biens et services</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
RECETTES A REPARTIR	-	2 189	100%
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	2 335 497	2 639 293	113%

Source : **DGCPT**

Prévu à **1 372,85 milliards FCFA** en LFR, les recettes fiscales encaissées à la fin du quatrième trimestre 2022 s'élèvent à **1 383,58 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 101%, tiré essentiellement par l'impôt sur les sociétés pétrolières ainsi que les droits et taxes de douanes.

La TVA brute s'établit à **224,57 milliards FCFA** sur un objectif de **242,18 milliards FCFA** en LFR. Le niveau net des remboursements courants effectifs se situe à **172,01 milliards FCFA**.

Le recouvrement au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (I.S) du secteur hors-pétrole s'est établi à **250,72 milliards FCFA** contre **265,99 milliards FCFA** en prévision, soit un taux de 94%, et enregistre une hausse de **35,95 milliards FCFA** par rapport à décembre 2021 (214,77 milliards FCFA).

Sur un objectif de **338,17 milliards FCFA** arrêté en LFR, les recettes douanières ont été recouvrées à hauteur de 106% pour s'établir à **359,37**

milliards FCFA. Ce niveau enregistre une hausse de **36,15 milliards FCFA** par rapport à 2021.

Les recettes non fiscales, quant à elles, augmentent de **492,79 milliards FCFA** par rapport à décembre 2021. Cette progression est soutenue en partie par la performance des revenus de participation et du domaine pétrolier respectivement de 106,97 milliards FCFA et de 1 041,72 milliards FCFA.

B. Exécution des dépenses du budget de l'Etat

Ordonnancées à **2 064,08 milliards FCFA**, les dépenses du budget de l'Etat se composent en dépenses du budget général pour **1 927,66 milliards FCFA** et celles des comptes d'affectation spéciale (CAS) pour **136,42 milliards FCFA**.

1. Exécution des dépenses du budget général

a. Charges financières de la dette

En 2022, les charges financières de la dette ont été ordonnancées à hauteur de **337,56 milliards FCFA** contre une prévision en LFR de **330,15 milliards FCFA**. Ce niveau est supérieur à celui exécuté à fin décembre 2021 qui avait atteint 312,36 milliards FCFA.

En outre, ce poste de dépense se compose des charges d'intérêts sur la dette extérieure et intérieure pour des montants respectifs de **159,80 milliards FCFA** et **177,76 milliards FCFA**.

S'agissant des intérêts sur la dette extérieure, les ordonnances de ce poste se répartissent ainsi qu'il suit :

- **87,54 milliards FCFA** sur la dette envers les marchés financiers ;
- **38,19 milliards FCFA** sur la dette bilatérale ;
- **15,70 milliards FCFA** de commissions et frais dette guichet DGD ;
- **9,22 milliards FCFA** sur la dette multilatérale ;
- **8,13 milliards FCFA** sur la dette envers les banques commerciales ;
- **1,03 milliard FCFA** en pertes de change.

Les charges financières sur la dette intérieure se composent des intérêts des emprunts intérieurs gérés par la Direction Générale de la Dette (intérieurs-DGD) et des intérêts sur la dette Trésor.

A cet effet, elles se répartissent comme suit :

- *Intérieurs-DGD*

Prévues à 131,27 milliards FCFA, les ordonnances émises pour le règlement des intérêts des emprunts intérieurs s'élèvent à **160,29 milliards FCFA** et se présentent ainsi qu'il suit :

- **125,22 milliards FCFA** sur les intérêts marchés financiers ;
- **35,07 milliards FCFA** sur les banques intérieures.
- *Trésor-dette*

Sur une prévision en LFR de **19,37 milliards FCFA**, les dépenses relatives à la dette gérée par le Trésor ont été ordonnancées à hauteur de **17,47 milliards FCFA** et se répartissent ainsi qu'il suit :

- **14,16 milliards FCFA** sur les intérêts BTA ;
- **1,80 milliard FCFA** sur les facilités de caisse ;
- **892,70 millions FCFA** sur les intérêts à la BEAC ;
- **618,10 millions FCFA** sur les autres frais bancaires.

b. Dépenses de fonctionnement

Elles concernent les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Administration et se composent des dépenses de personnel, de biens et services et de transferts.

Prévues à **1 247,21 milliards FCFA**, les dépenses de fonctionnement ont été ordonnancées à hauteur de **1 304,41 milliards FCFA**, soit une exécution de 105%.

Tableau 14 : exécution des dépenses de fonctionnement

Libellés titres	LFR 2022	Ordonnances à fin décembre	Taux d'exécution
Titre 2 : dépenses de personnel	684 006 161 400	709 934 261 171	104%
Titre 3 : dépenses de biens et services	292 487 850 812	396 205 935 904	135%
Titre 4 : dépenses de transfert	270 717 199 610	198 266 763 347	73%
TOTAL GENERAL	1 247 211 211 822	1 304 406 960 422	105%

Source : **DGBFiP /DGCPT**

❖ *Les dépenses de personnel*

Sur une prévision en LFR de **684 milliards FCFA**, les dépenses de personnel ont été mandatées à **709,93 milliards FCFA**, soit un dépassement de 25,93 milliards FCFA, tiré essentiellement par le poste *Primes et indemnités des fonctionnaires* qui affiche un taux d'exécution de **340,8%**.

Ce poste de dépenses comprend la solde permanente, les présalaires, la main d'œuvre non permanente (MONP), les capitaux décès, les services rendus et autres indemnités servies aux agents publics, les indemnités de session des chambres du Parlement et les vacations.

Le tableau ci-après donne les détails de l'exécution des postes de dépenses de personnel.

Tableau 15 : exécution des dépenses de personnel

Libellés titres	LFR 2022	Ordonnances à fin décembre	Taux d'exécution
Total dépenses de personnel	684 006 000 000	709 934 261 171	103,8%
Rémunération de personnels	684 006 000 000	709 934 261 171	103,8%
<i>Solde permanente</i>	<i>630 741 000 000</i>	<i>630 188 216 726</i>	<i>99,9%</i>
<i>Rémunération autres catégories de salariés</i>	<i>38 190 000 000</i>	<i>28 371 167 007</i>	<i>74,3%</i>
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	<i>15 075 000 000</i>	<i>51 374 877 438</i>	<i>340,8%</i>

Source : **DGBFiP/ données DGCPT**

❖ *Les dépenses de biens et services*

Prévues à **292,49 milliards FCFA**, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **396,21 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 135% contre 122% en 2021. Ce dépassement concerne principalement les postes :

- « *autres biens et services* », exécuté à hauteur de **259,13 milliards FCFA** contre une prévision de 160,65 milliards soit un taux de 161% ;
- « *dépenses d'utilité publiques* », prévu à 15,68 milliards et mandaté à hauteur de **39,91 milliards FCFA** soit 255% ;
- « *élections* » sur une dotation de 9,81 milliards FCFA, son exécution se chiffre à **18,95 milliards FCFA** soit 193%.

Ce niveau intègre les remboursements de TVA ainsi que les attributions de produits, prévus en loi de finances et réglés dans le cadre des opérations de trésorerie, respectivement de **52,56 milliards FCFA** et **10,24 milliards FCFA** contre 47,83 milliards FCFA et 1,31 milliard FCFA en 2021.

❖ *Les dépenses de transfert*

Sur une prévision de 270,72 milliards FCFA, les dépenses de transfert ont été ordonnancées à hauteur de 73% pour s'établir à **198,27 milliards FCFA** dont **55,86 milliards FCFA** au titre des bourses et **8,91 milliards FCFA** pour les dépenses sociales.

c. Exécution des dépenses d'investissement

Ordonnancées à hauteur de **234,34 milliards FCFA** sur une prévision de **325,67 milliards FCFA**, soit un taux de 72%, les dépenses d'investissement sont en augmentation de **14 points** par rapport à l'année précédente.

Ces ordonnances concernent les prêts projets (financements extérieurs) pour **85,70 milliards FCFA** et les dépenses financées sur ressources gabonaises pour **148,64 milliards FCFA**, dont **9,95 milliards FCFA** au titre des contreparties nationales aux projets cofinancés.

En ce qui concerne les dépenses de développement financées sur ressources extérieures (FINEX), l'exécution a atteint un taux de réalisation de 73%. Ces décaissements ont été réalisés par six (6) créanciers pour un périmètre de dix-sept (17) projets, tels que présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 16 : exécution des FINEX à fin décembre

CREANCIERS	PROJETS	Exécution 2022
AFD	REHABILITATION DU TRANSGABONAI	1 966 022 815
	RENFORCEMENT STRUCTURE SANITAIRE	4 399 273 915
	CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE	14 947 533 663
BAD	PROJET D'APPUI AU PGME GRAINE	2 609 725 161
	RENFORCEMENT DES CAPACITES	10 500 565 297
	PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE GABONAISE	730 074 139
	PROGRAMME ALIMENTATION EAU	4 493 879 983
	PROGRAMME ALIMENTATION EAU	
	Projet : Programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon (PASIG) _ (BAD) FINEX	644 543 917
	Projet : Appui au secteur du transport	73 531 140
SANTANDER/2019	CONCEPTION REALISATION TRAVAUX ROUTIERS	3 006 468 702
	CONCEPTION REALISATION TRAVAUX ROUTIERS	
BIRD	E-GABON	5 539 166 453
	PROG DVPT DE LA STATISTIQUE AU GABON	3 450 455 598
	PROJET APPUIS EMPLOYABILITE	3 710 800 032
	DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE BASE EN MILIEU RURAL	12 910 996 179
	APPUI SANITAIRE AU COVID 19	1 419 334
FIDA	PROJET DE DEVPT AGRICOLE RURALE	652 514 046
SAG	Projet : Réaménagement Route Transgabonais	16 062 176 354
TOTAL FINEX		85 699 146 728

Source : **DGBFiP/DGD**

Sur le montant global des financements extérieurs, les projets financés par l'AFD, la BAD et la BIRD concentrent 77% des tirages, avec respectivement 25%, 22% et 30%.

d. Les autres dépenses

Sur une dotation en LFR de **47,20 milliards FCFA**, le poste « *autres dépenses* » a été ordonnancé à hauteur de **51,36 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 109%. Ce dépassement est lié principalement aux protocoles transactionnels et aux autres contentieux, respectivement pour 8,61 milliards FCFA et 16,60 milliards FCFA.

e. Focus sur l'exécution des attributions de produits (ADP)

Conformément aux dispositions des articles 7, 8 et 57 de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOLFEB), l'Etat peut par exception, rétrocéder directement, tout ou partie, aux organismes communautaires et aux entités publiques un montant déterminé des recettes, en vue de couvrir des charges incombant à ces bénéficiaires, de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts établis à leur profit.

A ce titre, sur une prévision de **8,91 milliards FCFA**, le niveau des ADP rétrocédées aux administrations publiques au titre de l'exercice budgétaire 2022 se chiffre à **10,24 milliards FCFA**, soit un taux de **115%**.

Le tableau ci-après présente le détail par nature de recettes de cette répartition.

Tableau 17 : exécution des ADP à fin décembre 2022

DEPENSES	LFR 2022	EXECUTION	Taux
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	217 445 749	174 747 177	80%
Licence de transports (DGTT)	81 360 000	64 800 000	80%
Cartes grises (DGTT)	61 020 000	160 080 000	262%
Permis de conduire (DGTT)	40 680 000	260 003 440	639%
DG Marine Marchande	115 569 454	1 439 351 173	1245%
Fonds de soutien minier	702 100	-	0%
ADP Industrie	71 260 000	105 825 000	149%
ADP Commerce	470 316 000	524 102 540	111%
Redevance Examen et concours	1 019 000 000	2 652 865 799	260%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	305 911 544	244 424 000	80%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	66 061 770	41 428 000	63%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	462 218 400	1 010 903 000	219%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	1 509 480 746	2 874 052 232	190%
ADP procédures judiciaires	896 772 870	105 977 372	12%
Ristournes DGCC	420 637 600	528 623 004	126%
Agrément PME	36 000 000	28 800 000	80%
Riposte Covid-19 (produit des tests PCR)	3 134 872 000	23 170 000	1%
TOTAL DEPENSES ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	8 909 308 233	10 239 152 737	115%

Source : **DGBFiP/DGCPT**

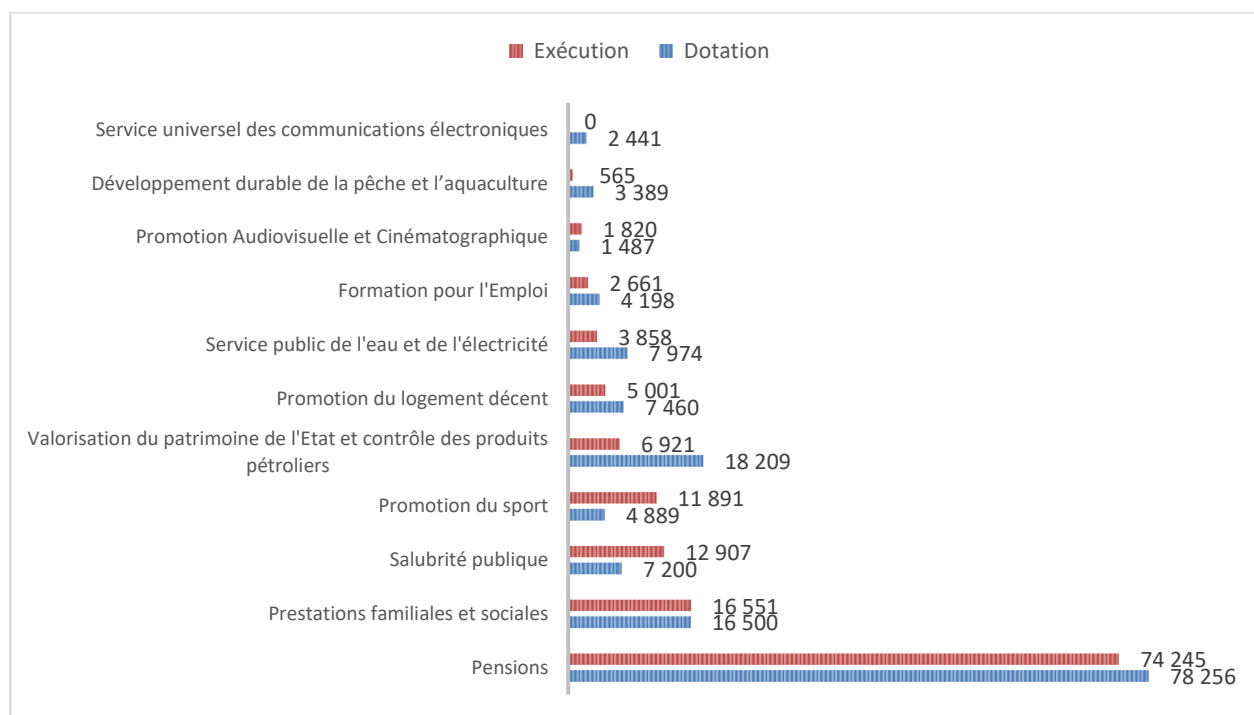
2. Exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale (CAS)

Prévues en LFR à **152 milliards FCFA**, les dépenses des CAS s'élèvent à **136,42 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 90%.

Ce niveau est tiré essentiellement par les CAS « Pensions », « Prestations familiales et sociales », « Salubrité publique », « Promotion du sport » et « Promotion audiovisuelle et cinématographique ».

Le graphique ci-après présente l'exécution globale des CAS.

Graphique 1: exécution des CAS



Source : **DGBFiP/données DGCPT**

En outre, l'exécution des CAS¹, prévue en loi de finances, se décline ainsi qu'il suit :

- Pensions : **74,24 milliards FCFA** ;
- Prestations familiales et sociales : **16,55 milliards FCFA** ;
- Salubrité publique : **12,91 milliards FCFA**
- Promotion du sport : **11,89 milliards FCFA** ;
- Valorisation du patrimoine de l'Etat et contrôle des produits pétroliers : **6,92 milliards FCFA** ;
- Financement de l'habitat : **5 milliards FCFA** ;

¹ Confère annexes n°1 et 2 sur l'exécution du budget par « mission / programme » et « mission / titre »

- Service public de l'eau et de l'électricité : **3,86 milliards FCFA**
- Formation pour l'emploi : **2,66 milliards FCFA** ;
- Promotion audiovisuelle et cinématographique : **1,82 milliard FCFA** ;
- Développement durable de la pêche et de l'aquaculture : **564,55 millions FCFA.**

CHAPITRE II : EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

L'examen et l'analyse de l'exécution globale du budget par mission, pour l'exercice 2022, s'effectuent suivant les missions concourant à la mise en œuvre des politiques publiques (les ministères) d'une part, et celles regroupant les dotations destinées aux pouvoirs publics (les Institutions), d'autre part.

Pour l'exercice budgétaire 2022, l'exécution de l'ensemble des missions se chiffre à **2 064,08 milliards FCFA**, contre une prévision en LFR de **2 102,23 milliards FCFA**, soit un niveau d'ordonnancement de 98%.

A. L'exécution du budget par mission

L'exécution du budget de l'Etat est retracée par politique publique et par dotation dans le tableau présenté ci-dessous.

Tableau 18: exécution du budget par mission

Code Missions	Libellés Missions	LFR 2022 (A)	Montant ordonnancé (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
1	Action extérieure du Gabon	24 217 977 706	20 393 425 797	3 824 551 909	84,2%
2	Administration du territoire	26 044 559 370	24 278 469 813	1 766 089 557	93,2%
3	Agriculture, élevage et pêche	18 236 768 027	6 668 912 827	11 567 855 200	36,6%
4	Aménagement du territoire et tourisme	5 447 230 524	4 023 117 673	1 424 112 851	73,9%
5	Conseil et Contrôle	3 657 374 276	2 922 044 963	735 329 313	79,9%
6	Culture et Education Populaire	9 669 145 577	2 107 015 803	7 562 129 774	21,8%
7	Défense	173 177 292 865	20 810 166 862	152 367 126 003	12,0%
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	17 226 205 597	10 276 326 869	6 949 878 728	59,7%
9	Economie forestière et protection de l'environnement	29 595 972 234	7 399 331 435	22 196 640 799	25,0%
10	Communication	17 056 274 860	10 369 095 133	6 687 179 727	60,8%
11	Education nationale	187 516 145 478	50 906 351 409	136 609 794 069	27,1%
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	102 662 156 167	94 349 149 787	8 313 006 380	91,9%
13	Entreprenariat et commerce	10 895 490 685	2 929 950 951	7 965 539 734	26,9%
14	Gestion des finances publiques	93 359 965 095	754 589 569 591	- 661 229 604 496	808,3%
15	Constructions, logements et équipements collectifs	118 661 794 060	75 396 822 346	43 264 971 714	63,5%
16	Industrie et mines	5 159 882 823	1 100 182 199	4 059 700 624	21,3%
17	Transports	12 336 095 896	28 683 846 795	- 16 347 750 899	232,5%
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	5 864 324 053	2 008 644 155	3 855 679 898	34,3%
19	Justice	32 128 933 406	6 297 035 432	25 831 897 974	19,6%
21	Pouvoirs publics	84 677 342 402	87 662 851 064	- 2 985 508 662	103,5%
22	Prévoyance sociale	48 571 069 856	24 909 959 810	23 661 110 046	51,3%
23	Provision	6 304 580 161	-	6 304 580 161	0,0%
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	32 041 815 206	22 390 491 446	9 651 323 760	69,9%
25	Santé	149 431 057 950	49 136 432 740	100 294 625 210	32,9%
26	Sécurité	61 058 704 861	4 870 652 000	56 188 052 861	8,0%
27	Stratégie économique	30 932 273 809	20 196 660 140	10 735 613 669	65,3%
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 439 667 432	1 178 244 265	10 261 423 167	10,3%
29	Travail, emploi et formation professionnelle	39 289 703 213	21 784 242 807	17 505 460 406	55,4%
30	Dépenses Transversales	53 502 454 204	140 119 257 367	- 86 616 803 163	261,9%

Code Missions	Libellés Missions	LFR 2022 (A)	Montant ordonnancé (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
31	Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	23 534 910 667	11 397 026 519	12 137 884 148	48,4%
35	Engagements financiers de l'Etat	516 527 288 321	418 503 738 408	98 023 549 913	81,0%
Total budget général		1 950 224 456 781	1 927 659 016 406	22 565 440 375	98,8%
60	CAS - Pensions	78 256 497 182	74 244 824 283	4 011 672 899	94,9%
61	CAS - Service universel des communications électroniques	2 440 800 000	-	2 440 800 000	0,0%
62	CAS - Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 551 430 900	- 51 430 900	100,3%
63	CAS - Promotion du sport	4 888 845 983	11 891 496 139	- 7 002 650 156	243,2%
64	CAS - Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 486 638 110	1 819 900 730	- 333 262 620	122,4%
65	CAS - Formation pour l'Emploi	4 198 304 166	2 661 060 344	1 537 243 822	63,4%
66	CAS - Service public de l'eau et de l'électricité	7 973 850 000	3 858 361 774	4 115 488 226	48,4%
67	CAS - Salubrité publique	7 200 000 000	12 906 519 895	- 5 706 519 895	179,3%
68	CAS - Valorisation du patrimoine de l'Etat et contrôle des produits pétroliers	18 208 563 231	6 920 505 253	11 288 057 978	38,0%
69	CAS - Promotion du logement décent	7 459 978 794	5 000 750 000	2 459 228 794	67,0%
70	Développement durable de la pêche et l'aquaculture	3 388 700 000	564 551 519	2 824 148 481	16,7%
Total budget des CAS		152 002 177 466	136 419 400 837	15 582 776 629	89,7%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT		2 102 226 634 247	2 064 078 417 243	38 148 217 004	98,2%

Source : **DGBFiP**

De l'analyse de ce tableau, il ressort que les missions « agriculture, élevage et pêche », « culture et éducation populaire », « défense », « économie forestière et protection de l'environnement », « éducation nationale », « entrepreneuriat et commerce », « industrie et mines », « jeunesse, sport et loisirs », « justice », « santé », « sécurité », « fonction publique et modernisation de l'Etat » ainsi que « Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation » enregistrent une exécution en-dessous de 50% en intégrant les dépenses de personnel dans leurs dotations.

Par ailleurs, la mission 14 « Gestion des finances publiques » comptabilise un taux d'exécution de 808% qui s'explique essentiellement par la prise en compte de l'ensemble de la solde permanente lors des opérations de régularisation budgétaire en fin d'exercice.

En considérant l'exécution budgétaire hors dépenses de personnel (titre 2), le niveau de consommation des crédits de l'administration par mission se présente comme suit :

Tableau 19 : exécution du budget par mission (hors titre 2)

Code Missions	Libellés Missions	LFR 2022 (A)	Montant ordonnancé (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
1	Action extérieure du Gabon	17 197 039 920	16 666 941 213	530 098 707	97%
2	Administration du territoire	20 473 672 584	24 278 469 813	- 3 804 797 229	119%
3	Agriculture, élevage et pêche	10 716 070 285	6 668 912 827	4 047 157 458	62%
4	Aménagement du territoire et tourisme	2 696 000 000	3 495 067 673	- 799 067 673	130%
5	Conseil et Contrôle	2 292 250 000	2 437 600 000	- 145 350 000	106%
6	Culture et Education Populaire	2 462 325 819	2 033 449 264	428 876 555	83%
7	Défense	37 152 254 167	20 630 931 862	16 521 322 305	56%

Code Missions	Libellés Missions	LFR 2022 (A)	Montant ordonnancé (B)	Ecarts	Taux (B)/(A)
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	5 478 424 046	10 276 326 869	- 4 797 902 823	188%
9	Economie forestière et protection de l'environnement	21 155 554 924	4 626 707 142	16 528 847 782	22%
10	Communication	9 150 405 127	10 285 059 026	- 1 134 653 899	112%
11	Education nationale	32 518 986 459	33 834 583 999	- 1 315 597 540	104%
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	67 506 480 865	90 794 703 021	- 23 288 222 156	134%
13	Entrepreneuriat et commerce	2 295 833 073	2 929 950 951	- 634 117 878	128%
14	Gestion des finances publiques	44 754 019 838	85 820 730 861	- 41 066 711 023	192%
15	Constructions, logements et équipements collectifs	108 268 708 726	75 396 822 346	32 871 886 380	70%
16	Industrie et mines	2 005 006 895	1 085 206 199	919 800 696	54%
17	Transports	8 187 837 948	28 383 846 795	- 20 196 008 847	347%
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	3 031 082 169	1 959 144 155	1 071 938 014	65%
19	Justice	8 388 447 898	6 205 037 807	2 183 410 091	74%
21	Pouvoirs publics	54 831 516 075	81 977 859 147	- 27 146 343 072	150%
22	Prévoyance sociale	37 919 362 476	24 909 959 810	13 009 402 666	66%
23	Provision	6 304 580 161	-	6 304 580 161	0%
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	27 337 324 518	22 390 491 446	4 946 833 072	82%
25	Santé	81 216 432 371	49 016 432 740	32 199 999 631	60%
26	Sécurité	7 985 600 000	4 870 652 000	3 114 948 000	61%
27	Stratégie économique	20 611 830 592	19 072 325 100	1 539 505 492	93%
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	1 710 124 280	1 001 315 464	708 808 816	59%
29	Travail, emploi et formation professionnelle	33 928 080 047	20 759 781 199	13 168 298 848	61%
30	Dépenses Transversales	53 502 454 204	140 119 257 367	- 86 616 803 163	262%
31	Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	18 613 301 594	7 293 450 731	11 319 850 863	39%
35	Engagements financiers de l'Etat	516 527 288 321	418 503 738 408	98 023 549 913	81%
Total budget général		1 266 218 295 382	1 217 724 755 235	48 493 540 147	96%
60	CAS - Pensions	78 256 497 182	74 244 824 283	4 011 672 899	95%
61	CAS - Service universel des communications électroniques	2 440 800 000	-	2 440 800 000	0%
62	CAS - Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 551 430 900	- 51 430 900	100%
63	CAS - Promotion du sport	4 888 845 984	11 891 496 139	- 7 002 650 155	243%
64	CAS - Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 486 638 110	1 819 900 730	- 333 262 620	122%
65	CAS - Formation pour l'Emploi	4 198 304 166	2 661 060 344	1 537 243 822	63%
66	CAS - Service public de l'eau et de l'électricité	7 973 850 000	3 858 361 774	4 115 488 226	48%
67	CAS - Salubrité publique	7 200 000 000	12 906 519 895	- 5 706 519 895	179%
68	CAS - Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants	18 208 563 231	6 920 505 253	11 288 057 978	38%
69	CAS - Promotion du logement décent	7 459 978 794	5 000 750 000	2 459 228 794	67%
70	CAS - Développement durable de la pêche et l'aquaculture	3 388 700 000	564 551 519	2 824 148 481	17%
Total budget des CAS		152 002 177 467	136 419 400 837	15 582 776 630	90%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT		1 418 220 472 849	1 354 144 156 072	64 076 316 777	95%

Source : **DGBFiP**

De cette exécution hors titre 2, il ressort un taux d'ordonnancement de 95%. Ce niveau est en hausse de 3 points par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, le taux moyen global d'exécution se situe autour de 98%. En dépit de ce niveau élevé, certaines missions présentent une exécution relativement faible. Il s'agit de :

- la mission « économie forestière et protection de l'environnement » qui affiche un taux d'exécution de 22%. La faiblesse de ce taux s'explique par la non-exécution des dons destinés à financer les projets « Initiative forêt d'Afrique Centrale (CAFI) -phase 3 », « Création des parcs modèles (USFWS/US) », « ELEPHANT (AFD) » et « Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI-AFD) », lesquels projets ont été prévus respectivement à 2,38 milliards FCFA, 1,82 milliard FCFA, 1,53 milliard FCFA et 1,53 milliard FCFA.

A l'instar des dons, les projets d'investissement « mise en œuvre du Plan National d'Affectation des Terres (PNAT) », « protection de la côte Cap Lopez (PID/PIH) » et « appui à la gestion durable des écosystèmes (BIRD) » prévus en loi de finances n'enregistrent aucune exécution.

- la mission « Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation » affiche un taux d'exécution de 39%. Ce niveau s'explique par la faible mobilisation des ressources sur le projet « Réhabilitation Transgabonais (AFD) », tiré à hauteur de 1,96 milliard contre une prévision de 10 milliards.

B. L'exécution de la mission « Pouvoirs publics »

Prévues en LFR à **84,68 milliards FCFA**, les dépenses de cette mission se sont exécutées à hauteur de **87,66 milliards FCFA**, soit un taux d'ordonnancement de 104% contre 91% réalisé l'année précédente.

Tableau 20 : exécution de la mission « pouvoirs publics »

Libellés Missions/Programmes	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
21:Pouvoirs publics	84 677 342 402	87 662 851 064	- 2 985 508 662	104%
21.234:Cour de Cassation	4 247 048 612	774 186 040	3 472 862 572	18%
21.241:Cour des Comptes	4 244 544 432	1 982 830 035	2 261 714 397	47%
21.248:Conseil d'Etat	2 174 836 924	1 989 005 999	185 830 925	91%
21.717:Présidence de la République	17 602 878 295	30 337 394 017	- 12 734 515 722	172%
21.724:Assemblée Nationale	29 732 944 909	28 151 225 126	1 581 719 783	95%
21.731:Sénat	17 702 390 065	17 353 414 047	348 976 018	98%
21.738:Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	7 074 795 800	1 897 903 365	79%

Source : **DGBFiP**

SYNTHESE GENERALE

L'année 2022 a hérité des effets positifs de la croissance de l'exercice précédent. Toutefois, contrarié par les répercussions du conflit russo-ukrainien, le quatrième trimestre a connu une baisse de l'activité économique nationale.

Aussi, le taux de croissance du PIB en 2022 s'est établi à 3% contre 1,5% en 2021, porté principalement par le secteur pétrolier qui a connu un accroissement de 10 points. En effet, les recettes pétrolières se sont établies à **1 339,76 milliards FCFA** en 2022 contre 637,55 milliards FCFA l'année précédente, soit une hausse de **702,21 milliards FCFA**.

Par ailleurs, le Gouvernement a mis en place des mécanismes afin de contenir les dépenses publiques dans les limites de l'autorisation parlementaire, tout en maintenant ses efforts pour la préservation des acquis sociaux et la continuité des projets d'investissement.

A ce titre, les dépenses du budget de l'Etat en 2022 affichent une exécution de **2 064,08 milliards FCFA**, soit un taux de 98% par rapport à LFR. Cette exécution comprend entre autres, **248,40 milliards FCFA** d'investissements publics, **124,63 milliards FCFA** au profit du secteur éducation, **90,80 milliards FCFA** au titre des pensions et prestations familiales et **73,93 milliards FCFA** pour le secteur Santé.

ANNEXES

Annexe 1 : exécution du budget par mission / programme

Libellés Missions/Programmes	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
1:Action extérieure du Gabon	24 217 977 706	20 393 425 797	3 824 551 909	84%
1.101:Affaires Etrangères	17 199 779 979	16 672 308 570	527 471 409	97%
1.108:Intégration africaine et Coopération internationale	1 010 541 827	1 323 624 925	- 313 083 098	131%
1.115:Affaires consulaires	1 396 140 262	1 223 562 647	172 577 615	88%
1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	4 611 515 638	1 173 929 655	3 437 585 983	25%
1.129:Gabonais de l'étranger	-	-	-	0%
2:Administration du territoire	26 044 559 370	24 278 469 813	1 766 089 557	93%
2.136:Administration territoriale	6 437 988 086	7 297 057 821	- 859 069 735	113%
2.143:Décentralisation	17 237 429 418	14 493 118 891	2 744 310 527	84%
2.150:Prévention et gestion des catastrophes	367 153 300	212 291 713	154 861 587	58%
2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 001 988 566	2 276 001 388	- 274 012 822	114%
3:Agriculture, élevage et pêche	18 236 768 027	6 668 912 827	11 567 855 200	37%
3.164:Agriculture	10 275 410 934	4 317 825 625	5 957 585 309	42%
3.171:Eleveage	229 023 400	71 017 460	158 005 940	31%
3.178:Pêche et aquaculture	1 750 412 070	123 380 000	1 627 032 070	7%
3.182:Pilotage et soutien aux politiques de la pêche et de la mer	210 000 000	405 664 291	- 195 664 291	193%
3.185:Développement rural	2 821 696 171	1 096 763 358	1 724 932 813	39%
3.192:Pilotage et soutien à la politique agricole	2 950 225 452	654 262 093	2 295 963 359	22%
4:Aménagement du territoire et tourisme	5 447 230 524	4 023 117 673	1 424 112 851	74%
4.199:Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 061 616 920	748 633 000	312 983 920	71%
4.204:Pilotage et soutien aux politiques de décentralisation et d'aménagement du territoire	783 500 000	1 262 301 956	- 478 801 956	161%
4.206:Tourisme	1 684 222 404	779 335 335	904 887 069	46%
4.209:Pilotage et Soutien à la politique du Tourisme	1 917 891 200	1 232 847 382	685 043 818	64%
5:Conseil et Contrôle	3 657 374 276	2 922 044 963	735 329 313	80%
5.213:Conseil Economique et Social (CES)	2 288 075 876	1 721 114 963	566 960 913	75%
5.220:Conseil National de la Démocratie (CND)	485 818 400	403 930 000	81 888 400	83%
5.269:Médiature	133 480 000	102 000 000	31 480 000	76%
5.276:Secrétariat permanent du conseil supérieur de la magistrature	750 000 000	695 000 000	55 000 000	93%
6:Culture et Education Populaire	9 669 145 577	2 107 015 803	7 562 129 774	22%
6.290:Culture	5 620 674 181	1 143 823 303	4 476 850 878	20%
6.299:Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts	3 950 013 396	926 950 000	3 023 063 396	23%
6.297:Education populaire	98 458 000	36 242 500	62 215 500	37%
7:Défense	173 177 292 865	20 810 166 862	152 367 126 003	12%
7.311:Préparation et emploi des forces	19 437 857 993	2 206 773 325	17 231 084 668	11%
7.318:Equipement des forces	49 354 605 086	2 184 279 522	47 170 325 564	4%
7.325:Garde Républicaine	37 997 761 685	7 594 945 860	30 402 815 825	20%
7.332:Vie du soldat	17 938 179 845	7 014 484 130	10 923 695 715	39%
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	48 448 888 256	1 809 684 025	46 639 204 231	4%
8:Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	17 226 205 597	10 276 326 869	6 949 878 728	60%

Libellés Missions/Programmes	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
8.346:Coordination du travail gouvernemental	3 664 397 053	7 301 459 554	- 3 637 062 501	199%
8.353:Coordination des politiques urbaines	776 213 880	119 469 400	656 744 480	15%
8.358:Promotion de la bonne gouvernance	3 839 468 634	822 705 809	3 016 762 825	21%
8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	6 187 703 555	846 361 750	5 341 341 805	14%
8.367:Relations avec le parlement et les institutions constitutionnelles	474 895 000	411 100 999	63 794 001	87%
8.374:Pilotage et Soutien aux relations avec le parlement	1 856 058 780	494 586 400	1 361 472 380	27%
8.375:Evaluation des politiques publiques	150 000 000	121 909 085	28 090 915	81%
8.376:Pilotage et soutien à la politique de l'évaluation des politiques publiques	277 468 695	158 733 872	118 734 823	57%
8.378:Bonne Gouvernance	-	-	-	0%
9:Economie forestière et protection de l'environnement	29 595 972 234	7 399 331 435	22 196 640 799	25%
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	4 609 296 548	747 323 079	3 861 973 469	16%
9.388:Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	141 026 800	41 696 647	99 330 153	30%
9.395:Conservation de la biodiversité	19 483 755 899	4 827 007 501	14 656 748 398	25%
9.402:Amélioration du cadre de vie et changement climatique	1 541 506 314	63 639 990	1 477 866 324	4%
9.409:Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	3 820 386 673	1 719 664 218	2 100 722 455	45%
10:Communication	17 056 274 860	10 369 095 133	6 687 179 727	61%
10.416:Economie numérique	5 950 481 229	6 892 549 870	- 942 068 641	116%
10.423:Communication	6 210 202 866	2 005 621 925	4 204 580 941	32%
10.430:Poste	844 595 467	371 714 071	472 881 396	44%
10.435:Pilotage et Soutien à la politique de l'économie numérique	210 000 000	584 078 988	- 374 078 988	278%
10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	3 840 995 298	515 130 279	3 325 865 019	13%
11:Education nationale	187 516 145 478	50 906 351 409	136 609 794 069	27%
11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	60 507 001 243	14 830 645 774	45 676 355 469	25%
11.451:Enseignement secondaire	106 962 936 876	27 065 957 171	79 896 979 705	25%
11.458:Enseignement technique et professionnel	18 509 698 173	8 535 197 683	9 974 500 490	46%
11.465:Pilotage et Soutien à la politique de l'éducation nationale	1 536 509 186	474 550 781	1 061 958 405	31%
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	102 662 156 167	94 349 149 787	8 313 006 380	92%
12.472:Enseignement supérieur	20 644 003 221	8 375 065 965	12 268 937 256	41%
12.479:Recherche scientifique et innovation	17 561 218 844	819 633 478	16 741 585 366	5%
12.486:Vie de l'étudiant	55 472 639 547	83 672 430 071	- 28 199 790 524	151%
12.493:Pilotage et Soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	8 984 294 555	1 482 020 273	7 502 274 282	16%
13:Entrepreneuriat et commerce	10 895 490 685	2 929 950 951	7 965 539 734	27%
13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	2 129 891 151	650 193 091	1 479 698 060	31%
13.501:Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national	-	-	-	0%
13.507:Promotion des échanges	3 369 055 130	1 013 097 377	2 355 957 753	30%
13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	5 396 544 404	1 266 660 483	4 129 883 921	23%
13.519:Pilotage et soutien aux politiques de la promotion des investissements et des partenariats publics-privés	-	-	-	0%
14:Gestion des finances publiques	93 359 965 095	754 589 569 591	- 661 229 604 496	808%

Libellés Missions/Programmes	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	40 224 484 239	726 682 441 936	- 686 457 957 697	1807%
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	11 158 943 755	1 126 400 768	10 032 542 987	10%
14.535:Gestion du contentieux de l'Etat	16 916 688 325	19 831 880 596	- 2 915 192 271	117%
14.539:Gestion du patrimoine de l'Etat	871 642 901	448 243 050	423 399 851	51%
14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	7 755 820 591	1 961 221 009	5 794 599 582	25%
14.549:Gestion fiscale	14 787 885 404	3 240 094 149	11 547 791 255	22%
14.556:Engagements financiers de l'Etat	-	-	-	0%
14.563:Gestion de la dette	1 047 104 000	992 855 786	54 248 214	95%
14.570:Gestion de la commande publique	597 395 880	306 432 297	290 963 583	51%
15:Constructions, logements et équipements collectifs	118 661 794 060	75 396 822 346	43 264 971 714	64%
15.577:Logement	2 526 886 908	1 153 490 002	1 373 396 906	46%
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	5 942 333 364	2 892 656 340	3 049 677 024	49%
15.591:Equipeement et infrastructures	105 719 234 164	70 095 343 725	35 623 890 439	66%
15.595:Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	476 580 000	556 237 000	- 79 657 000	117%
15.598:Pilotage et soutien aux politique des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	3 996 759 624	699 095 279	3 297 664 345	17%
16:Industrie et mines	5 159 882 823	1 100 182 199	4 059 700 624	21%
16.605:Gestion et contrôle des activités minières	2 059 949 364	124 978 000	1 934 971 364	6%
16.609:Pilotage et soutien à la politique minière	210 000 000	101 622 798	108 377 202	48%
16.612:Régulation et stratégie industrielle	2 679 933 459	506 609 401	2 173 324 058	19%
16.615:Pilotage et soutien aux politiques industrielles et de l'entrepreneariat national	210 000 000	366 972 000	- 156 972 000	175%
17:Transports	12 336 095 896	28 683 846 795	- 16 347 750 899	233%
17.626:Transports terrestre	6 065 238 260	6 588 361 324	- 523 123 064	109%
17.633:Transport aérien et par voie d'eau	5 545 857 636	5 377 596 993	168 260 643	97%
17.640:Pilotage et Soutien à la politique de transports	725 000 000	16 717 888 478	- 15 992 888 478	2306%
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	5 864 324 053	2 008 644 155	3 855 679 898	34%
18.647:Sports et loisirs	2 924 742 296	1 516 866 192	1 407 876 104	52%
18.654:Jeunesse et vie associative	608 590 988	35 500 000	573 090 988	6%
18.658:Soutien aux manifestations sportives	312 808 000	230 750 045	82 057 955	74%
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	2 018 182 769	225 527 918	1 792 654 851	11%
19:Justice	32 128 933 406	6 297 035 432	25 831 897 974	20%
19.668:Justice judiciaire et administrative	9 651 141 613	1 606 849 736	8 044 291 877	17%
19.675:Administration pénitentiaire	6 193 457 893	4 108 000 000	2 085 457 893	66%
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	15 871 642 940	500 792 678	15 370 850 262	3%
19.689:Culture des droits de l'Homme et égalité des chances	326 690 960	33 188 801	293 502 159	10%
19.694:Egalité des Chances	86 000 000	48 204 217	37 795 783	56%
19.696:Pilotage et Soutien à la politique de l'égalité des chances et des gabonais de l'étranger	-	-	-	0%
21:Pouvoirs publics	84 677 342 402	87 662 851 064	- 2 985 508 662	104%
21.234:Cour de Cassation	4 247 048 612	774 186 040	3 472 862 572	18%
21.241:Cour des Comptes	4 244 544 432	1 982 830 035	2 261 714 397	47%
21.248:Conseil d'Etat	2 174 836 924	1 989 005 999	185 830 925	91%

Libellés Missions/Programmes	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
21.717:Présidence de la République	17 602 878 295	30 337 394 017	- 12 734 515 722	172%
21.724:Assemblée Nationale	29 732 944 909	28 151 225 126	1 581 719 783	95%
21.731:Sénat	17 702 390 065	17 353 414 047	348 976 018	98%
21.738:Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	7 074 795 800	1 897 903 365	79%
22:Prévoyance sociale	48 571 069 856	24 909 959 810	23 661 110 046	51%
22.752:Protection et promotion de la famille	6 840 822 245	1 505 353 884	5 335 468 361	22%
22.759:Solidarité sociale	7 836 437 544	2 697 064 949	5 139 372 595	34%
22.766:Protection sociale	32 506 631 449	20 056 207 338	12 450 424 111	62%
22.773:Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale	1 387 178 618	651 333 639	735 844 979	47%
22.775:Pilotage et soutien aux politiques de suivi de la mise en œuvre de la stratégie des investissements humains et des ODD	-	-	-	0%
22.778:Pilotage et soutien à la politique de promotion et de l'intégration de la femme au développement	-	-	-	0%
23:Provisions	6 304 580 161	-	6 304 580 161	0%
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4 304 580 161	-	4 304 580 161	0%
23.781:Dotation pour risques de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat	2 000 000 000	-	2 000 000 000	0%
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	32 041 815 206	22 390 491 446	9 651 323 760	70%
24.787:Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	4 876 505 857	770 180 703	4 106 325 154	16%
24.794:Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	21 089 349 120	17 860 876 157	3 228 472 963	85%
24.801:Gestion de la radioactivité	260 525 000	202 211 276	58 313 724	78%
24.808:Pilotage et Soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	897 199 000	273 782 303	623 416 697	31%
24.815:Gestion et contrôle des activités pétrolières	2 015 704 421	3 118 988 289	- 1 103 283 868	155%
24.822:Pilotage et Soutien aux politiques pétrolière et d'hydrocarbures	2 902 531 808	164 452 718	2 738 079 090	6%
25:Santé	149 431 057 950	49 136 432 740	100 294 625 210	33%
25.829:Prévention et sécurité sanitaire	58 354 319 363	16 554 249 901	41 800 069 462	28%
25.836:Offre et accès aux soins	82 305 088 759	28 047 327 761	54 257 760 998	34%
25.843:Lutte contre le SIDA	3 881 227 440	4 126 205 107	- 244 977 667	106%
25.850:Pilotage et Soutien à la politique sanitaire et de la prévoyance sociale	4 890 422 388	408 649 971	4 481 772 417	8%
26:Sécurité	61 058 704 861	4 870 652 000	56 188 052 861	8%
26.857:Gendarmerie Nationale	7 500 919 184	880 000 000	6 620 919 184	12%
26.864:Police Nationale	53 557 785 677	3 990 652 000	49 567 133 677	7%
27:Stratégie économique	30 932 273 809	20 196 660 140	10 735 613 669	65%
27.519:Pilotage et soutien aux politiques de promotion des investissements et des partenariats publics privés	566 421 280	373 821 330	192 599 950	66%
27.871:Elaboration et pilotage de la politique économique	15 031 180 020	7 313 507 399	7 717 672 621	49%
27.878:Concurrence et Protection du consommateur	4 417 413 305	2 332 278 577	2 085 134 728	53%
27.885:Pilotage et Soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	6 041 653 394	4 400 043 080	1 641 610 314	73%
27.887:Appui à la stratégie d'investissement	4 875 605 810	5 777 009 754	- 901 403 944	118%
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 439 667 432	1 178 244 265	10 261 423 167	10%
28.892:Fonction publique	3 956 839 911	666 169 275	3 290 670 636	17%
28.899:Modernisation de l'Etat	705 796 468	40 000 000	665 796 468	6%

Libellés Missions/Programmes	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	6 777 031 053	472 074 990	6 304 956 063	7%
29:Travail et emploi	39 289 703 213	21 784 242 807	17 505 460 406	55%
29.913:Promotion de l'emploi et du travail décent	5 826 232 443	2 082 337 691	3 743 894 752	36%
29.920:Formation professionnelle	33 233 470 770	19 279 766 187	13 953 704 583	58%
29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi	230 000 000	422 138 929	- 192 138 929	184%
30:Dépenses Transversales	53 502 454 204	140 119 257 367	- 86 616 803 163	262%
30.934:Dotation pour dépenses d'utilité publique	15 684 262 809	39 905 649 362	- 24 221 386 553	254%
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	14 348 840 770	21 301 438 192	- 6 952 597 422	148%
30.948:Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	7 037 588 964	23 012 077 193	- 15 974 488 229	327%
30.955:Dotation pour dépenses liées à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN)	3 000 000 000	18 785 082 000	- 15 785 082 000	626%
30.962:Dotation pour frais de transport et de déplacements	2 108 365 000	1 251 247 496	857 117 504	59%
30.969:Dotation pour primes d'assurance	1 821 000 000	23 496 487	1 797 503 513	1%
30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	3 088 415 784	1 232 305 445	1 856 110 339	40%
30.983:Dotation pour accessoires de bourses et aides aux familles	1 150 000 000	1 291 505 763	- 141 505 763	112%
30.990:Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	984 022 353	4 784 031	979 238 322	0%
30.993:Dotation pour Riposte Covid-19	-	-	-	0%
30.997:Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	2 884 958 524	33 138 276 398	- 30 253 317 874	1149%
30.998:Dotation pour fonds d'études sectorielles	1 395 000 000	173 395 000	1 221 605 000	12%
31:Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	23 534 910 667	11 397 026 519	12 137 884 148	48%
31.227:Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 143 767 784	1 401 005 784	- 257 238 000	122%
31.250:Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	556 465 440	450 045 624	106 419 816	81%
31.255:Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	498 544 800	1 187 044 301	- 688 499 501	238%
31.262:Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLECI)	2 406 350 689	1 505 993 600	900 357 089	63%
31.283:Commission Nationale de Droits de l'Homme	192 600 000	108 052 004	84 547 996	56%
31.285:Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	62 964 800	-	62 964 800	0%
31.291:Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	626 492 609	973 362 391	- 346 869 782	155%
31.295:Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	754 000 000	720 500 000	33 500 000	96%
31.296:Autorité de Régulation et de Transports Ferroviaires	14 593 724 545	2 466 022 815	12 127 701 730	17%
31.298:Autorité Nationale d'Audit et de Vérification	2 700 000 000	2 585 000 000	115 000 000	96%
35: Engagements financiers de l'Etat	516 527 288 321	418 503 738 408	98 023 549 913	81%
35.556:35.556:Charges de la dette	330 147 043 606	337 558 414 953	- 7 411 371 347	102%
35.559:Dégrèvements et remboursements	79 085 370 967	52 564 450 239	26 520 920 728	66%
35.560:35.560:Restructuration des entreprises	24 195 000 000	13 180 873 216	11 014 126 784	54%
35.561:Appels en garantie de l'Etat	-	-	-	0%
35.562:Soutien des prix des produits pétroliers	80 099 873 748	15 000 000 000	65 099 873 748	19%
35.563:Lutte contre la vie chère	3 000 000 000	200 000 000	2 800 000 000	7%
Total budget général	1 950 224 456 781	1 927 659 016 406	22 565 440 375	99%
60:Pensions	78 256 497 182	74 244 824 283	4 011 672 899	95%

Libellés Missions/Programmes	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
60.703:Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	69 566 497 182	66 794 388 475	2 772 108 707	96%
60.710:Pensions spéciales	8 690 000 000	7 450 435 808	1 239 564 192	86%
61:Service universel des communications électroniques	2 440 800 000	-	2 440 800 000	0%
61.145:Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	2 440 800 000	-	2 440 800 000	0%
62:CAS - Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 551 430 900	- 51 430 900	100%
62.985:Aide à l'enfance	12 000 000 000	16 551 430 900	- 4 551 430 900	138%
62.986:Aide à la maternité	4 500 000 000	-	4 500 000 000	0%
63:CAS - Promotion du sport	4 888 845 982	11 891 496 139	- 7 002 650 157	243%
63.233:Sport pour Tous, Sport de Proximité	2 444 422 991	1 718 851 139	725 571 852	70%
63.235:Sport amateur, d'élite et professionnel	2 444 422 991	10 172 645 000	- 7 728 222 009	416%
64:Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 486 638 110	1 819 900 730	- 333 262 620	122%
64.433:Production des contenus audiovisuels	743 319 055	909 950 365	- 166 631 310	122%
64.434:Production des contenus cinématographiques	743 319 055	909 950 365	- 166 631 310	122%
65:Formation pour l'Emploi	4 198 304 166	2 661 060 344	1 537 243 822	63%
65.923:Formation initiale	4 041 567 477	2 611 060 344	1 430 507 133	65%
65.924:Formation continue	156 736 689	50 000 000	106 736 689	32%
66:Service public de l'eau et de l'électricité	7 973 850 000	3 858 361 774	4 115 488 226	48%
66.517:Gestion de l'énergie électrique dans les collectivités locales	6 920 700 000	2 940 348 746	3 980 351 254	42%
66.518:Gestion du service public de l'eau potable dans les collectivités locales	1 053 150 000	918 013 028	135 136 972	87%
67:CAS Salubrité publique	7 200 000 000	12 906 519 895	- 5 706 519 895	179%
67.607:Assainissement des collectivités locales	7 200 000 000	12 906 519 895	- 5 706 519 895	179%
68:Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants	18 208 563 231	6 920 505 253	11 288 057 978	38%
68.931:Gestion du patrimoine routier	15 274 109 316	6 241 696 145	9 032 413 171	41%
68.932:Contrôle de la qualité des produits pétroliers	1 691 511 146	678 809 108	1 012 702 038	40%
68.933:Entretien du patrimoine mobilier et immobilier	1 242 942 769	-	1 242 942 769	0%
69:Mission ministérielle financement de l'habitat	7 459 978 794	5 000 750 000	2 459 228 794	67%
69.938:Offre de logement	7 317 058 074	5 000 750 000	2 316 308 074	68%
69.939:Accès au logement	142 920 720	-	142 920 720	0%
70:Développement durable de la pêche et l'aquaculture	3 388 700 000	564 551 519	2 824 148 481	17%
70.945:Industrialisation et compétitivité du secteur de la pêche	3 219 265 000	284 097 672	2 935 167 329	9%
70.952:Amélioration de la gouvernance du secteur halieutique	169 435 000	280 453 848	- 111 018 848	166%
Total budget des CAS	152 002 177 465	136 419 400 837	15 582 776 628	90%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	2 102 226 634 246	2 064 078 417 243	38 148 217 003	98%

Source : **DGBFiP**

Annexe 2 : exécution des dépenses par mission/titre

Libellés Missions/Titres	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecarts	Taux (B)/(A)
1:Action extérieure du Gabon	24 217 977 706	20 393 425 797	3 824 551 909	84%
2:2:dépenses de personnel	7 020 937 786	3 726 484 584	3 294 453 202	53%
3:3:dépenses de biens et services	14 563 374 841	13 132 208 399	1 431 166 442	90%
4:4:dépenses de transfert	1 368 720 741	3 516 005 814	- 2 147 285 073	257%
5:5:dépenses d'investissement	1 264 944 338	18 727 000	1 246 217 338	1%
2:Administration du territoire	26 044 559 370	24 278 469 813	1 766 089 557	93%
2:2:dépenses de personnel	5 570 886 786	-	5 570 886 786	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 817 073 644	7 700 849 615	- 5 883 775 971	424%
4:4:dépenses de transfert	17 853 946 994	15 073 270 895	2 780 676 099	84%
5:5:dépenses d'investissement	802 651 946	1 504 349 303	- 701 697 357	187%
3:Agriculture, élevage et pêche	18 236 768 027	6 668 912 827	11 567 855 200	37%
2:2:dépenses de personnel	7 520 697 742	-	7 520 697 742	0%
3:3:dépenses de biens et services	685 000 000	1 799 354 408	- 1 114 354 408	263%
4:4:dépenses de transfert	1 245 125 736	946 208 685	298 917 051	76%
5:5:dépenses d'investissement	8 785 944 549	3 923 349 734	4 862 594 815	45%
4:Aménagement du territoire et tourisme	5 447 230 524	4 023 117 673	1 424 112 851	74%
2:2:dépenses de personnel	2 751 230 524	528 050 000	2 223 180 524	19%
3:3:dépenses de biens et services	2 182 500 000	2 542 318 068	- 359 818 068	116%
4:4:dépenses de transfert	225 000 000	437 521 645	- 212 521 645	194%
5:5:dépenses d'investissement	288 500 000	515 227 960	- 226 727 960	179%
5:Conseil et Contrôle	3 657 374 276	2 922 044 963	735 329 313	80%
2:2:dépenses de personnel	1 365 124 276	484 444 963	880 679 313	35%
3:3:dépenses de biens et services	996 250 000	1 443 500 000	- 447 250 000	145%
4:4:dépenses de transfert	506 000 000	490 100 000	15 900 000	97%
5:5:dépenses d'investissement	790 000 000	504 000 000	286 000 000	64%
6:Culture et Education Populaire	9 669 145 577	2 107 015 803	7 562 129 774	22%
2:2:dépenses de personnel	7 206 819 758	73 566 539	7 133 253 219	1%
3:3:dépenses de biens et services	354 500 000	1 778 627 472	- 1 424 127 472	502%
4:4:dépenses de transfert	416 717 647	179 500 000	237 217 647	43%
5:5:dépenses d'investissement	1 691 108 172	75 321 792	1 615 786 380	4%
7:Défense	173 177 292 866	20 810 166 862	152 367 126 004	12%
2:2:dépenses de personnel	136 025 038 699	179 235 000	135 845 803 699	0%
3:3:dépenses de biens et services	11 346 968 681	14 691 298 208	- 3 344 329 527	129%
4:4:dépenses de transfert	804 937 486	777 617 872	27 319 614	97%
5:5:dépenses d'investissement	25 000 348 000	5 162 015 782	19 838 332 218	21%
8:Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	17 226 205 597	10 276 326 869	6 949 878 728	60%
2:2:dépenses de personnel	11 747 781 551	-	11 747 781 551	0%
3:3:dépenses de biens et services	3 363 541 000	3 589 765 995	- 226 224 995	107%
4:4:dépenses de transfert	768 310 605	6 423 625 337	- 5 655 314 732	836%
5:5:dépenses d'investissement	1 346 572 441	262 935 537	1 083 636 904	20%

Libellés Missions/Titres	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecarts	Taux (B)/(A)
9:Economie forestière et protection de l'environnement	29 595 972 234	7 399 331 435	22 196 640 799	25%
2:2:dépenses de personnel	8 440 417 310	2 772 624 293	5 667 793 017	33%
3:3:dépenses de biens et services	612 545 000	1 154 142 842	- 541 597 842	188%
4:4:dépenses de transfert	17 384 568 051	3 029 064 300	14 355 503 751	17%
5:5:dépenses d'investissement	3 158 441 873	443 500 000	2 714 941 873	14%
10:Communication	17 056 274 861	10 369 095 133	6 687 179 728	61%
2:2:dépenses de personnel	7 905 869 734	84 036 107	7 821 833 627	1%
3:3:dépenses de biens et services	1 505 017 279	1 597 932 270	- 92 914 991	106%
4:4:dépenses de transfert	3 486 259 615	2 879 829 175	606 430 440	83%
5:5:dépenses d'investissement	4 159 128 233	5 807 297 581	- 1 648 169 348	140%
11:Education nationale	187 516 145 478	50 906 351 409	136 609 794 069	27%
2:2:dépenses de personnel	154 997 159 019	17 071 767 410	137 925 391 609	11%
3:3:dépenses de biens et services	14 329 000 000	15 279 876 507	- 950 876 507	107%
4:4:dépenses de transfert	653 100 000	20 000 000	633 100 000	3%
5:5:dépenses d'investissement	17 536 886 459	18 534 707 492	- 997 821 033	106%
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	102 662 156 167	94 349 149 787	8 313 006 380	92%
2:2:dépenses de personnel	35 155 675 302	3 554 446 766	31 601 228 536	10%
3:3:dépenses de biens et services	8 559 524 814	9 396 080 322	- 836 555 508	110%
4:4:dépenses de transfert	53 935 953 914	81 162 435 361	- 27 226 481 447	150%
5:5:dépenses d'investissement	5 011 002 137	236 187 338	4 774 814 799	5%
13:Entreprenariat et commerce	10 895 490 685	2 929 950 951	7 965 539 734	27%
2:2:dépenses de personnel	8 599 657 612	-	8 599 657 612	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 504 531 000	2 357 011 556	- 852 480 556	157%
4:4:dépenses de transfert	441 057 073	446 733 595	- 5 676 522	101%
5:5:dépenses d'investissement	350 245 000	126 205 800	224 039 200	36%
14:Gestion des finances publiques	93 359 965 095	754 589 569 591	- 661 229 604 496	808%
1:1:charges financières de la dette	-	-	-	0%
2:2:dépenses de personnel	48 605 945 258	668 768 838 730	- 620 162 893 472	1376%
3:3:dépenses de biens et services	18 501 643 903	61 805 343 525	- 43 303 699 622	334%
4:4:dépenses de transfert	1 182 924 715	3 366 725 876	- 2 183 801 161	285%
5:5:dépenses d'investissement	7 069 451 219	1 258 732 983	5 810 718 236	18%
6:6:autres dépenses	18 000 000 000	19 389 928 477	- 1 389 928 477	108%
15:Constructions, logements et équipements collectifs	118 661 794 060	75 396 822 346	43 264 971 714	64%
2:2:dépenses de personnel	10 393 085 334	-	10 393 085 334	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 695 000 000	2 263 037 623	- 568 037 623	134%
4:4:dépenses de transfert	4 372 365 024	3 134 337 347	1 238 027 677	72%
5:5:dépenses d'investissement	102 201 343 702	69 999 447 376	32 201 896 326	68%
16:Industrie et mines	5 159 882 823	1 100 182 199	4 059 700 624	21%
2:2:dépenses de personnel	3 154 875 928	14 976 000	3 139 899 928	0%
3:3:dépenses de biens et services	746 934 100	754 153 531	- 7 219 431	101%
4:4:dépenses de transfert	281 241 835	275 380 668	5 861 167	98%
5:5:dépenses d'investissement	976 830 960	55 672 000	921 158 960	6%

Libellés Missions/Titres	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecarts	Taux (B)/(A)
17:Transports	12 336 095 896	28 683 846 795	- 16 347 750 899	233%
2:2:dépenses de personnel	4 148 257 948	300 000 000	3 848 257 948	7%
3:3:dépenses de biens et services	1 373 629 454	3 351 163 430	- 1 977 533 976	244%
4:4:dépenses de transfert	5 526 729 827	7 513 252 381	- 1 986 522 554	136%
5:5:dépenses d'investissement	1 287 478 667	17 519 430 984	- 16 231 952 317	1361%
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	5 864 324 053	2 008 644 155	3 855 679 898	34%
2:2:dépenses de personnel	2 833 241 884	49 500 000	2 783 741 884	2%
3:3:dépenses de biens et services	991 122 195	937 943 290	53 178 905	95%
4:4:dépenses de transfert	1 528 214 135	981 220 015	546 994 120	64%
5:5:dépenses d'investissement	511 745 839	39 980 850	471 764 989	8%
19:Justice	32 128 933 406	6 297 035 432	25 831 897 974	20%
2:2:dépenses de personnel	23 740 485 508	91 997 625	23 648 487 883	0%
3:3:dépenses de biens et services	5 956 972 870	5 321 037 081	635 935 789	89%
4:4:dépenses de transfert	310 000 000	763 467 000	- 453 467 000	246%
5:5:dépenses d'investissement	2 121 475 028	120 533 726	2 000 941 302	6%
21:Pouvoirs publics	84 677 342 401	87 662 851 064	- 2 985 508 663	104%
2:2:dépenses de personnel	29 845 826 327	5 684 991 917	24 160 834 410	19%
3:3:dépenses de biens et services	40 657 512 133	70 079 770 059	- 29 422 257 926	172%
4:4:dépenses de transfert	4 100 426 517	3 866 364 053	234 062 464	94%
5:5:dépenses d'investissement	10 073 577 424	8 031 725 035	2 041 852 389	80%
22:Prévoyance sociale	48 571 069 856	24 909 959 810	23 661 110 046	51%
2:2:dépenses de personnel	10 651 707 380	-	10 651 707 380	0%
3:3:dépenses de biens et services	825 000 000	2 818 840 930	- 1 993 840 930	342%
4:4:dépenses de transfert	35 212 199 047	20 327 257 459	14 884 941 588	58%
5:5:dépenses d'investissement	1 882 163 429	1 763 861 421	118 302 008	94%
23:Provisions	6 304 580 161	-	6 304 580 161	0%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	458 224 690	-	458 224 690	0%
4:4:dépenses de transfert	740 906 637	-	740 906 637	0%
5:5:dépenses d'investissement	3 105 448 834	-	3 105 448 834	0%
6:6:autres dépenses	2 000 000 000	-	2 000 000 000	0%
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	32 041 815 206	22 390 491 446	9 651 323 760	70%
2:2:dépenses de personnel	4 704 490 688	-	4 704 490 688	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 524 375 000	1 317 128 344	207 246 656	86%
4:4:dépenses de transfert	1 753 893 198	3 014 444 938	- 1 260 551 740	172%
5:5:dépenses d'investissement	24 059 056 320	18 058 918 164	6 000 138 156	75%
25:Santé	149 431 057 950	49 136 432 740	100 294 625 210	33%
2:2:dépenses de personnel	68 214 625 579	120 000 000	68 094 625 579	0%
3:3:dépenses de biens et services	29 037 445 952	28 944 435 163	93 010 789	100%
4:4:dépenses de transfert	14 876 518 319	11 338 635 434	3 537 882 885	76%
5:5:dépenses d'investissement	37 302 468 100	8 733 362 143	28 569 105 957	23%
26:Sécurité	61 058 704 861	4 870 652 000	56 188 052 861	8%
2:2:dépenses de personnel	53 073 104 861	-	53 073 104 861	0%

Libellés Missions/Titres	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
3:3:dépenses de biens et services	2 900 000 000	1 920 000 000	980 000 000	66%
4:4:dépenses de transfert	50 000 000	42 500 000	7 500 000	85%
5:5:dépenses d'investissement	5 035 600 000	2 908 152 000	2 127 448 000	58%
27:Stratégie économique	30 932 273 809	20 196 660 140	10 735 613 669	65%
2:2:dépenses de personnel	10 320 443 217	1 124 335 040	9 196 108 177	11%
3:3:dépenses de biens et services	6 183 720 287	10 937 928 839	- 4 754 208 552	177%
4:4:dépenses de transfert	6 605 722 941	3 483 280 076	3 122 442 865	53%
5:5:dépenses d'investissement	7 822 387 364	4 651 116 185	3 171 271 179	59%
6:6:autres dépenses	-	-	-	0%
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 439 667 432	1 178 244 265	10 261 423 167	10%
2:2:dépenses de personnel	9 729 543 152	176 928 801	9 552 614 351	2%
3:3:dépenses de biens et services	830 418 280	739 103 055	91 315 225	89%
4:4:dépenses de transfert	314 706 000	121 297 551	193 408 449	39%
5:5:dépenses d'investissement	565 000 000	140 914 858	424 085 142	25%
29:Travail et emploi	39 289 703 212	21 784 242 807	17 505 460 405	55%
2:2:dépenses de personnel	5 361 623 165	1 024 461 608	4 337 161 557	19%
3:3:dépenses de biens et services	2 763 065 714	3 078 440 833	- 315 375 119	111%
4:4:dépenses de transfert	5 465 364 333	3 390 475 035	2 074 889 298	62%
5:5:dépenses d'investissement	25 699 650 000	14 290 865 331	11 408 784 669	56%
30:Dépenses Transversales	53 502 454 204	140 119 257 367	- 86 616 803 163	262%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	35 162 769 018	69 837 565 708	- 34 674 796 690	199%
4:4:dépenses de transfert	4 438 346 793	4 598 413 511	- 160 066 718	104%
5:5:dépenses d'investissement	10 901 338 393	46 898 196 148	- 35 996 857 755	430%
6:6:autres dépenses	3 000 000 000	18 785 082 000	- 15 785 082 000	626%
31:Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	23 534 910 667	11 397 026 519	12 137 884 148	48%
2:2:dépenses de personnel	4 921 609 073	4 103 575 788	818 033 285	83%
3:3:dépenses de biens et services	1 974 819 989	3 072 628 592	- 1 097 808 603	156%
4:4:dépenses de transfert	1 768 068 679	1 467 799 324	300 269 355	83%
5:5:dépenses d'investissement	14 870 412 926	2 753 022 815	12 117 390 111	19%
35: Engagements financiers de l'Etat	516 527 288 321	418 503 738 408	98 023 549 913	81%
1:1:charges financières de la dette	330 147 043 606	337 558 414 953	- 7 411 371 347	102%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	79 085 370 967	52 564 450 239	26 520 920 728	66%
4:4:dépenses de transfert	83 099 873 748	15 200 000 000	67 899 873 748	18%
5:5:dépenses d'investissement	-	-	-	0%
6:6:autres dépenses	24 195 000 000	13 180 873 216	11 014 126 784	54%
Total budget général	1 950 224 456 781	1 927 659 016 406	22 565 440 375	99%
60:Pensions	78 256 497 182	74 244 824 283	4 011 672 899	95%
4:4:dépenses de transfert	75 256 497 182	74 244 824 283	1 011 672 899	99%
6:6:autres dépenses	3 000 000 000	-	3 000 000 000	0%

Libellés Missions/Titres	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
61:Service universel des communications électroniques	2 440 800 000	-	2 440 800 000	0%
5:5:dépenses d'investissement	2 440 800 000	-	2 440 800 000	0%
62:CAS - Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 551 430 900	- 51 430 900	100%
4:4:dépenses de transfert	16 500 000 000	16 551 430 900	- 51 430 900	100%
63:CAS - Promotion du sport	4 888 845 982	11 891 496 139	- 7 002 650 157	243%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	2 444 422 991	11 456 542 570	- 9 012 119 579	469%
4:4:dépenses de transfert	-	-	-	0%
5:5:dépenses d'investissement	2 444 422 991	434 953 569	2 009 469 422	18%
6:6:autres dépenses	-	-	-	0%
64:Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 486 638 111	1 819 900 730	- 333 262 619	122%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	495 546 037	1 813 681 804	- 1 318 135 767	366%
4:4:dépenses de transfert	-	-	-	0%
5:5:dépenses d'investissement	991 092 074	6 218 926	984 873 148	1%
6:6:autres dépenses	-	-	-	0%
65:Formation pour l'Emploi	4 198 304 166	2 661 060 344	1 537 243 822	63%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 399 434 722	1 733 788 259	- 334 353 537	124%
4:4:dépenses de transfert	-	-	-	0%
5:5:dépenses d'investissement	2 798 869 444	927 272 085	1 871 597 359	33%
6:6:autres dépenses	-	-	-	0%
66:Service public de l'eau et de l'électricité	7 973 850 000	3 858 361 774	4 115 488 226	48%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	2 392 155 000	2 754 039 084	- 361 884 084	115%
4:4:dépenses de transfert	-	-	-	0%
5:5:dépenses d'investissement	5 581 695 000	1 104 322 690	4 477 372 310	20%
6:6:autres dépenses	-	-	-	0%
67:Salubrité publique	7 200 000 000	12 906 519 895	- 5 706 519 895	179%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 468 033 718	480 199 806	987 833 912	33%
4:4:dépenses de transfert	4 697 166 282	6 398 591 339	- 1 701 425 057	136%
5:5:dépenses d'investissement	1 034 800 000	6 027 728 750	- 4 992 928 750	583%
6:6:autres dépenses	-	-	-	0%
68:Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants	18 208 563 231	6 920 505 253	11 288 057 978	38%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	2 140 598 249	1 357 618 216	782 980 033	63%
4:4:dépenses de transfert	-	-	-	0%
5:5:dépenses d'investissement	16 067 964 982	5 562 887 037	10 505 077 945	35%
6:6:autres dépenses	-	-	-	0%

Libellés Missions/Titres	LFR 2022 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
69:Mission ministérielle financement de l'habitat	7 459 978 794	5 000 750 000	2 459 228 794	67%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 491 995 759	5 000 750 000	- 3 508 754 241	335%
4:4:dépenses de transfert	-	-	-	0%
5:5:dépenses d'investissement	5 967 983 035	-	5 967 983 035	0%
70:Développement durable de la pêche et l'aquaculture	3 388 700 000	564 551 519	2 824 148 481	17%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	338 870 000	564 551 519	- 225 681 519	167%
4:4:dépenses de transfert	-	-	-	0%
5:5:dépenses d'investissement	3 049 830 000	-	3 049 830 000	0%
	152 002 177 466	136 419 400 837	15 582 776 629	90%
Total général	2 102 226 634 247	2 064 078 417 243	38 148 217 004	98%

Source : **DGBFiP**

Annexe 3 : exécution des recettes

Natures des recettes	LFR 2022	Réalisation des recettes 2022	Taux	LFR 2021	Réalisation du 4ème trimestre 2021	Taux
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 372 850	1 383 581	101%	1 127 211	1 023 154	91%
Impôts	646 267	698 420	108%	480 712	389 861	81%
Impôts sur les sociétés	495 285	548 763	111%	291 732	270 815	93%
Sociétés pétrolières	229 299	298 041	130%	61 732	56 045	91%
Sociétés minières	60 172	48 600	81%	33 389	48 759	146%
Retenues à la source	35 876	34 382	96%	31 891	28 129	88%
Autres sociétés	169 937	167 740	99%	164 719	137 882	84%
Impôts sur les personnes	131 348	135 236	103%	177 700	103 151	58%
Impôts sur le revenu des personnes physiques	35 676	30 075	84%	50 777	38 315	75%
Acomptes versés par les salariés	68 498	79 121	116%	93 984	39 314	42%
Taxes complémentaires sur les salaires	25 800	25 958	101%	32 098	19 070	59%
Impôts forfaitaires sur le revenu	177	81	46%	827	89	11%
Autres impôts sur les personnes	1 198	-	0%	14	6 364	46724%
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	19 635	14 421	73%	11 281	15 895	141%
Taxes	726 582	685 162	94%	646 499	633 293	98%
Taxes de formation professionnelle	4 198	2 457	59%	2 449	2 678	109%
Droits et taxes sur la propriété	14 654	12 755	87%	11 015	12 462	113%
Taxes sur les biens et services	351 244	302 041	86%	305 191	290 928	95%
Droits et taxes de douanes	338 165	359 373	106%	304 297	323 227	106%
Autres recettes fiscales	18 321	8 536	47%	23 547	3 998	17%
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	53 888	-	0%	55 791	11 869	21%
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	36 372	38 796	107%	42 737	36 965	86%
Cotisations retraites	25 592	27 271	107%	29 313	25 924	88%
Prélèvements sociaux			-			-
Cotisation CNAMGS	10 780	11 525	107%	13 424	11 041	82%
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	872 387	1 216 916	139%	480 279	714 085	149%
Revenu de la propriété	804 584	1 174 225	146%	433 792	624 498	144%
Revenus de participations	15 244	106 970	702%	11 822	34 807	294%
Revenus du domaine foncier	1 856	63	3%	2 950	52	2%
Revenus du domaine pétrolier	775 886	1 041 716	134%	413 683	581 504	141%
Revenus du domaine minier	9 769	15 760	161%	1 055	2 971	282%
Revenus du domaine forestier	1 828	9 715	531%	4 281	5 164	121%
Recettes diverses non fiscales	67 803	40 502	60%	46 486	31 602	68%
Vente de biens et services	-	-	0%			-
Recettes à répartir*	-	2 189	0%		57 986	-
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	2 335 497	2 639 293	113%	1 706 018	1 786 073	105%

Source : DGCPT, DGI, DGDDI

Glossaire

AFD : Agence Française de Développement

ANGTI : Agence Nationale des Grands Travaux et des Investissements

BDEAC : Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale

BEAC : Banque des Etats d'Afrique Centrale

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

BTA : Bons du Trésor Assimilables

BTP : Bâtiments de Travaux Publics

CAS : Compte d'Affectation Spéciale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CHU : Centre Hospitalier Universitaire

CNAMGS : Caisse Nationales d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale

DGBFIP : Direction Générale du Budget et des Finances Publiques

DGEPP : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

FFE : Fonds de Facilités Elargies

FINEX : Financement extérieur

FMI : Fonds Monétaire International

LF : Loi de finances

LFR : Loi de Finances Rectificative

LOLFEB : Loi Organique relative aux lois de finances et à l'Exécution du Budget

MONP : Main d'œuvre non permanente

Mt : Millions de tonnes

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

OPEP+ : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole en alliance avec l'Arabie Saoudite et la Russie

PAT : Plan d'Accélération de la Transformation

PDNI : Plan Directeur National des Infrastructures

PIB : Produit Intérieur Brut

PPP : Partenariat Public Privé

SOGARA : Société Gabonaise de Raffinage

SOGATRA : Société Gabonaise de Transport

ZERP : Zone Economique à Régime Privilégié

ZES : Zone Economique Spéciale